

08/11/2023



Association des journalistes de l'environnement

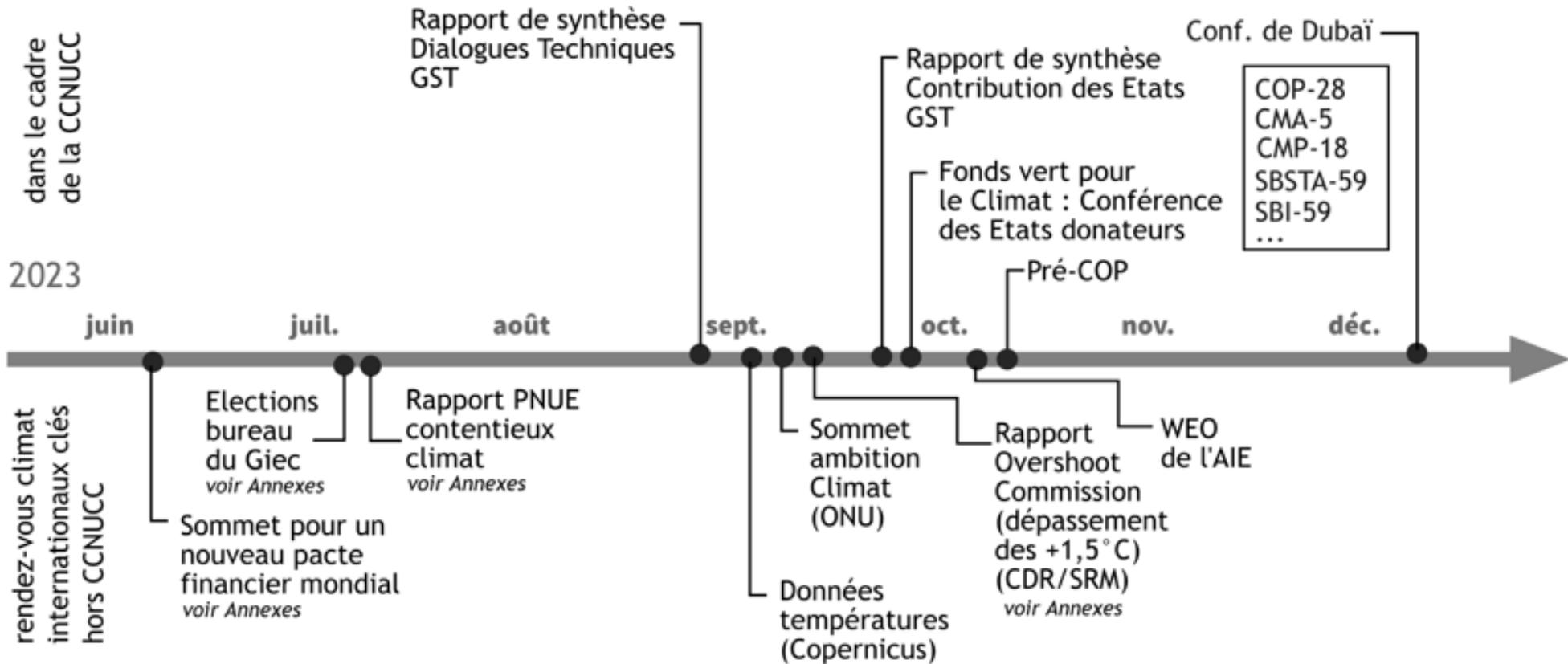
***Le point sur les négociations
climat : quels enjeux pour la
COP-28 ?***

Mark Tuddenham
Responsable de l'Information

mark.tuddenham@citepa.org

Plan

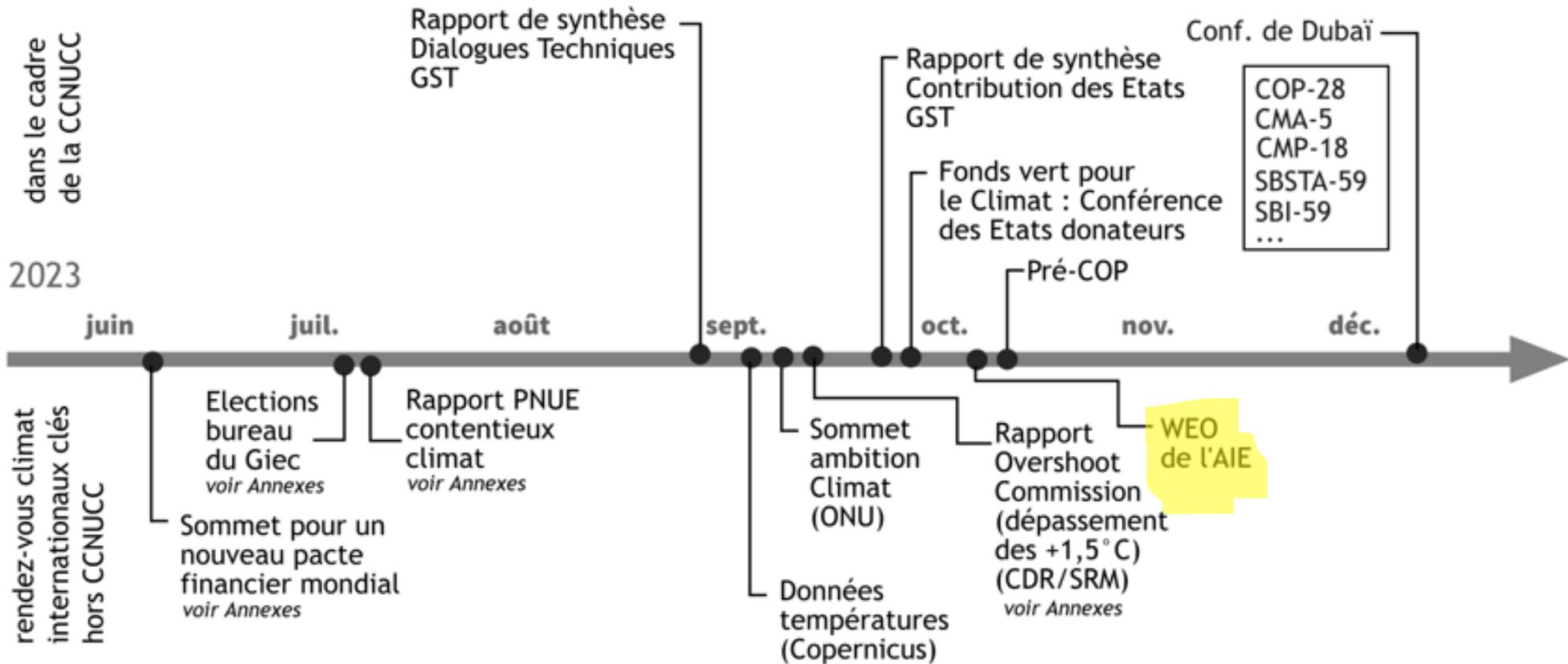
- Indicateurs scientifiques
- Actus CCNUCC
- Actus hors CCNUCC
- Rappel des résultats de la COP-27 et de Bonn
- COP-28 - déroulement et enjeux





CITEPA

Indicateurs scientifiques





Perspectives énergétiques mondiales - AIE (1)

24 oct. 2023

L'AIE a publié l'édition 2023 de son rapport de référence annuel, **World Energy Outlook** (WEO) sur les perspectives énergétiques mondiales

- recueil de données, de statistiques et d'informations les plus récentes sur les évolutions en matière de politique énergétique aux niveaux mondial et national
- mise à jour des **projections**, avec un focus sur la période allant jusqu'en **2050**, en passant par **2030**, en matière de
 - demande d'énergie
 - production et consommation d'énergie
 - émissions de CO₂par combustible, par région et par secteur

3 scénarios étudiés :

- **politiques existantes** (*Stated Policies Scenario* ou STEPS)
- **engagements annoncés** (*Announced Pledges Scenario* ou APS) : il part du principe que tous les objectifs énergie-climat nationaux fixés par les gouvernements seraient atteints dans leur intégralité et dans les délais impartis
- **zéro émission nette d'ici 2050** (*Net Zero Emissions by 2050 Scenario* ou NZE)



Perspectives énergétiques mondiales - AIE (2)

Selon les projections du WEO-2023, dans le scénario STEPS, **chacun des trois combustibles fossiles** (charbon, pétrole et gaz) devrait désormais atteindre son **pic de consommation d'ici 2030**

L'AIE n'avait jamais projeté cette évolution auparavant dans le cadre du scénario STEPS

Comment expliquer cette évolution ? **Baisse de la demande** du fait :

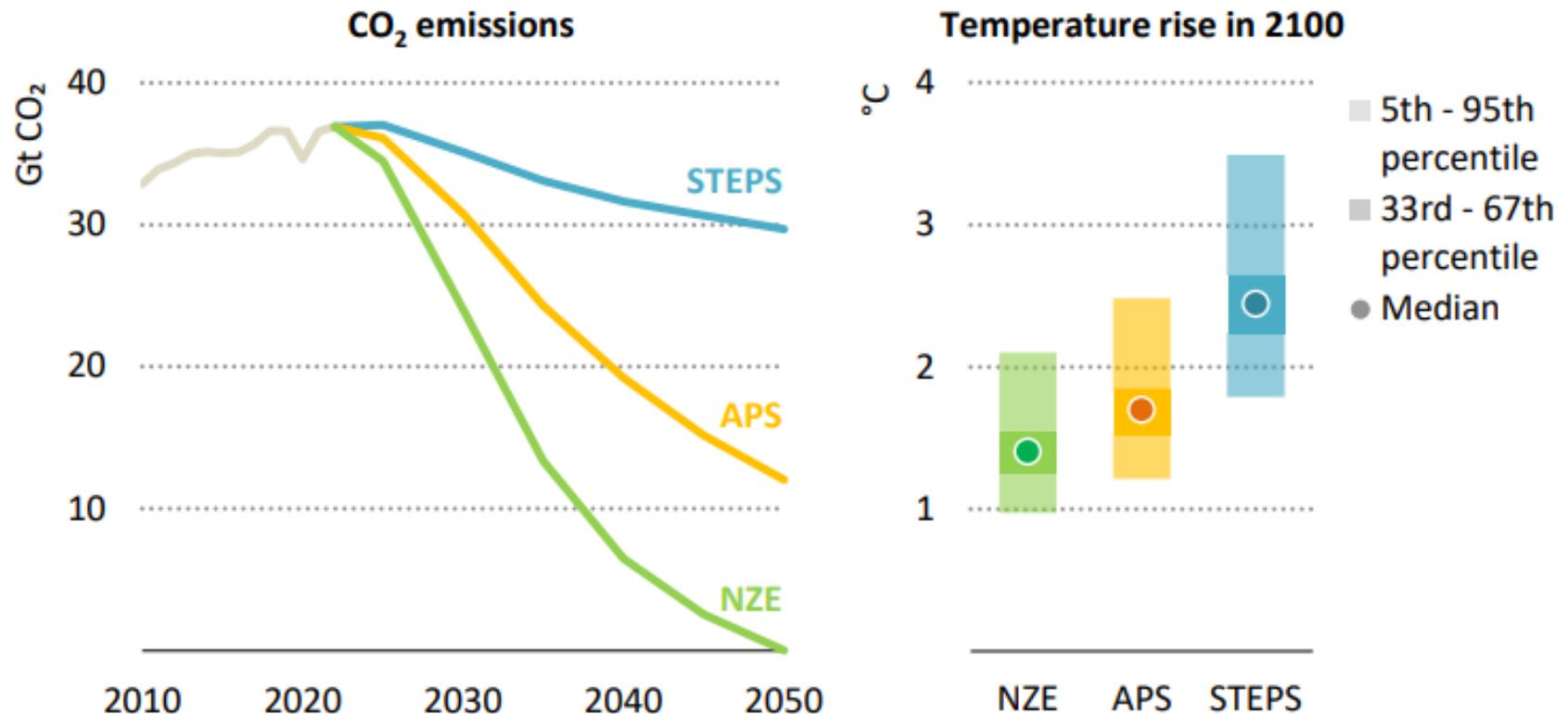
- des politiques actuelles des gouvernements
- de la légère révision à la baisse des perspectives économiques
- des conséquences de la crise énergétique mondiale de 2022
- des tendances à plus long terme : les technologies liées aux combustibles fossiles ont perdu des parts de marché au profit des technologies liées aux énergies bas-carbone dans divers secteurs au cours des dernières années



Perspectives énergétiques mondiales - AIE (3)

Emissions historiques de CO₂ issues de la combustion des combustibles fossiles 2010-2022 et projections d'émissions de CO₂ 2030-2050, par scénario WEO-2023

Réchauffement en 2100, par scénario WEO-2023





Perspectives énergétiques mondiales - AIE (4)

Emissions mondiales de CO₂ issues de la combustion des combustibles fossiles

Niveau record de 37 Gt CO₂ en 2022

Scénario des politiques en place (STEPS) : pic des émissions de CO₂ autour de 2025 et elles resteraient globalement stables jusqu'à la fin des années 2020, puis diminuent lentement pour atteindre 30 Gt CO₂ en 2050

Scénario APS : les émissions diminueraient d'un peu plus de 2% par an pour atteindre 31 Gt CO₂ en 2030, puis continueraient de baisser pour atteindre 12 Gt CO₂ en 2050

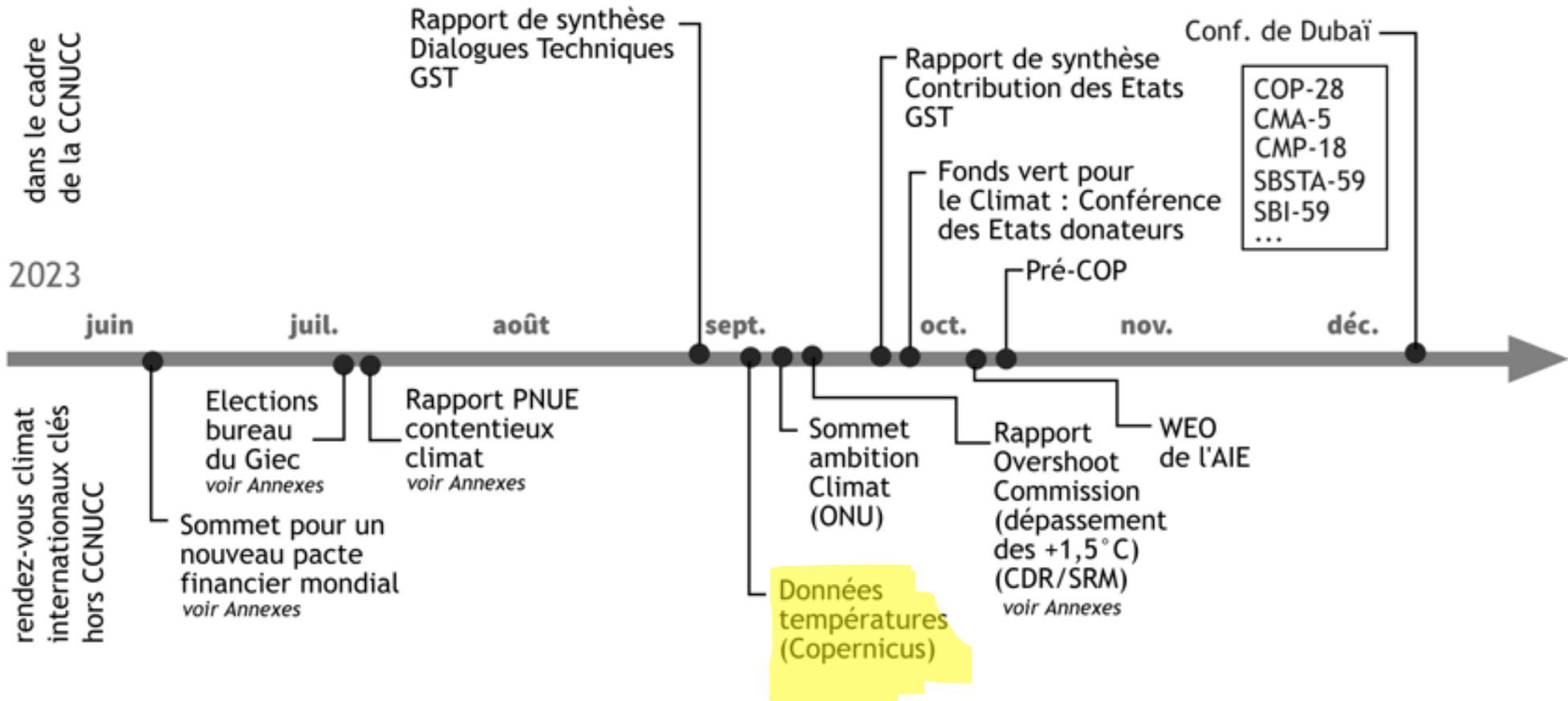
Scénario NZE : les émissions diminueraient de plus de 5% par an pour atteindre 24 Gt CO₂ en 2030, puis tomberaient à zéro en 2050 (zéro émission nette, et non brute)

Réchauffement (/ période de référence 1850-1900)

STEPS : +1,9°C en 2050, puis +2,4°C en 2100

APS : hausse plus lente après 2030, +1,7°C en 2100

ZEN 2050 : pic de +1,6°C autour de 2040 pour atteindre +1,4°C en 2100



Données température - Copernicus (1)



CITEPA

5 oct. 2023

Publication par le programme Copernicus (Service changement climatique de Copernicus ou C3S) de nouvelles données de température

Traitements informatiques à partir de milliards de relevés par satellite, navire, avion et stations météo à travers le monde

Principaux résultats

- **moyenne mondiale des températures de l'air à la surface en sept. 2023 : 16,38 °C**, soit **+0,93 °C** au-dessus de la moyenne mensuelle pour sept. sur la période 1991-2020 et **+0,5 °C** au-dessus de la température moyenne du précédent mois de septembre le plus chaud (en 2020)
- selon les estimations de Copernicus, sept. 2023 se situe à environ **+1,75 °C** au-dessus de la moyenne pour sept. sur la période de référence pré-industrielle 1850-1900
- en ce qui concerne **l'Europe**, sept. 2023 a été le mois de sept. le plus chaud depuis le début des relevés (en 1940) : **+2,51 °C** au-dessus de la moyenne mensuelle pour sept. sur la période 1991-2020
- réaction du climatologue américain de renommée internationale Zeke Hausfather :



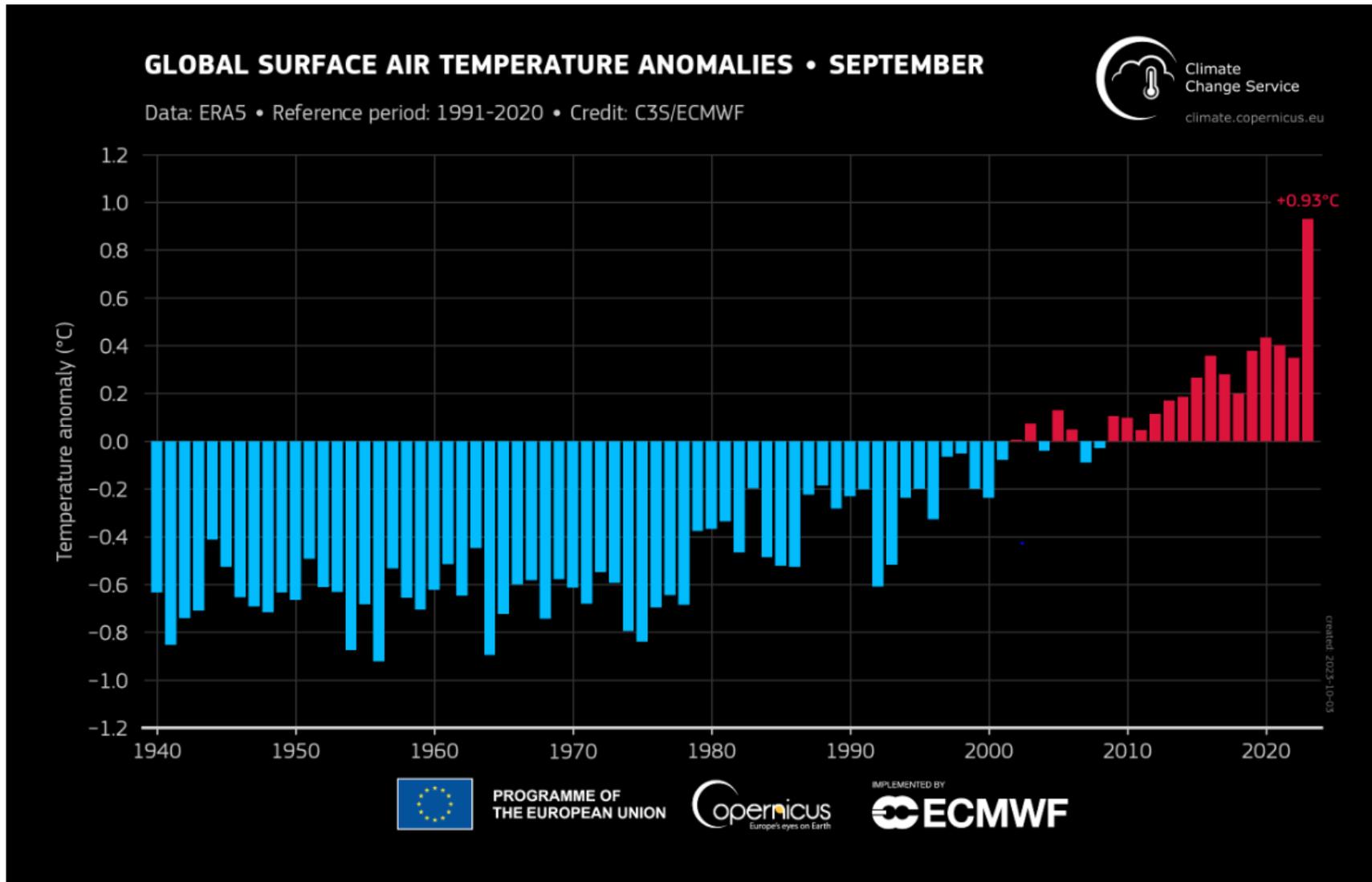
Zeke Hausfather

@hausfath

The first global temperature data is in for the full month of September. This month was, in my professional opinion as a climate scientist – absolutely gobsmackingly bananas. JRA-55 beat the prior monthly



Données température - Copernicus (2)



Projections +1,5 °C - Copernicus



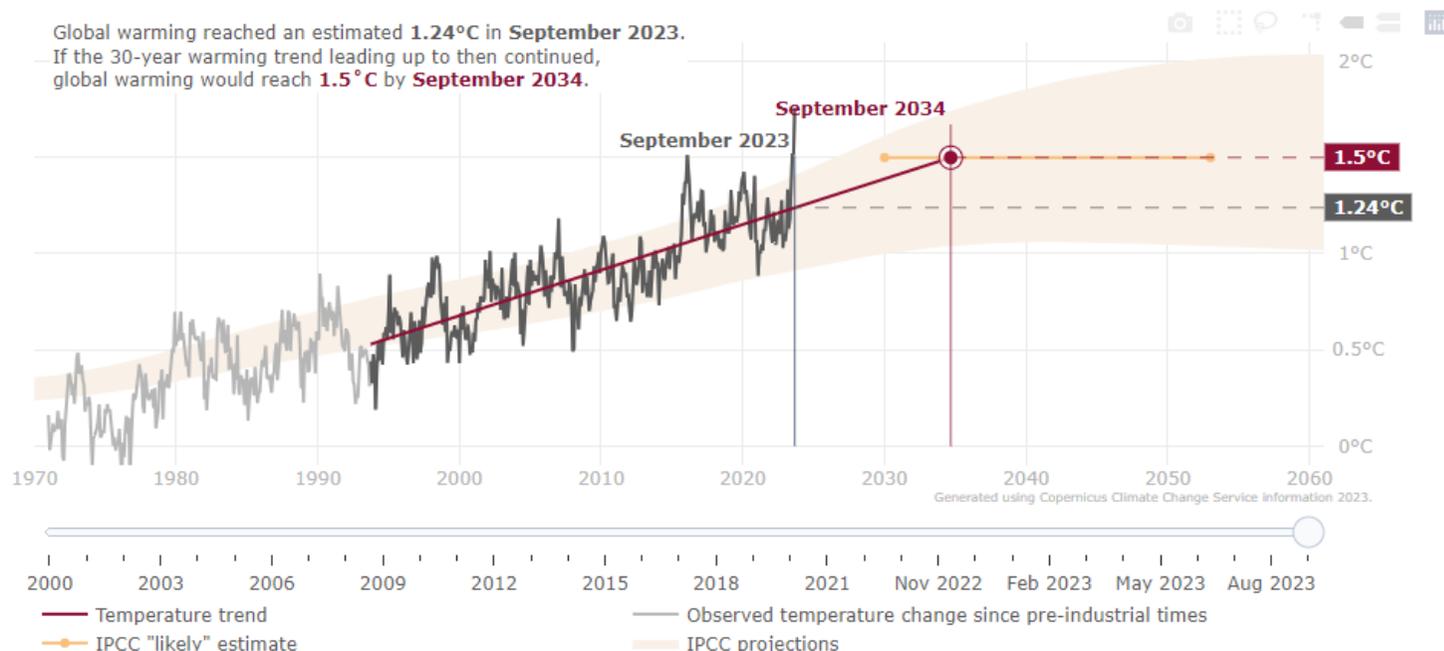
CITEPA

2 oct. 2023 : **nouvel indicateur de suivi des températures mondiales (Copernicus)**

L'atteinte du seuil de +1,5 °C est-elle proche ?

How close are we to reaching a global warming of 1.5°C?

Reaching 1.5°C of global warming - a limit agreed under the Paris agreement - may feel like a very distant reality, but it might be closer than you think. Experts suggest it is likely to happen between 2030 and the early 2050s. See where we are now and how soon we would reach the limit if the warming continued at today's pace. Use the slider to explore how the estimate changes in time.



Voir [notre article](#) : « Selon l'OMM, près d'une chance sur deux que le seuil de +1,5°C soit dépassé dans les cinq prochaines années », publié le 12 mai 2022

Source : [Copernicus](#), 2 octobre 2023

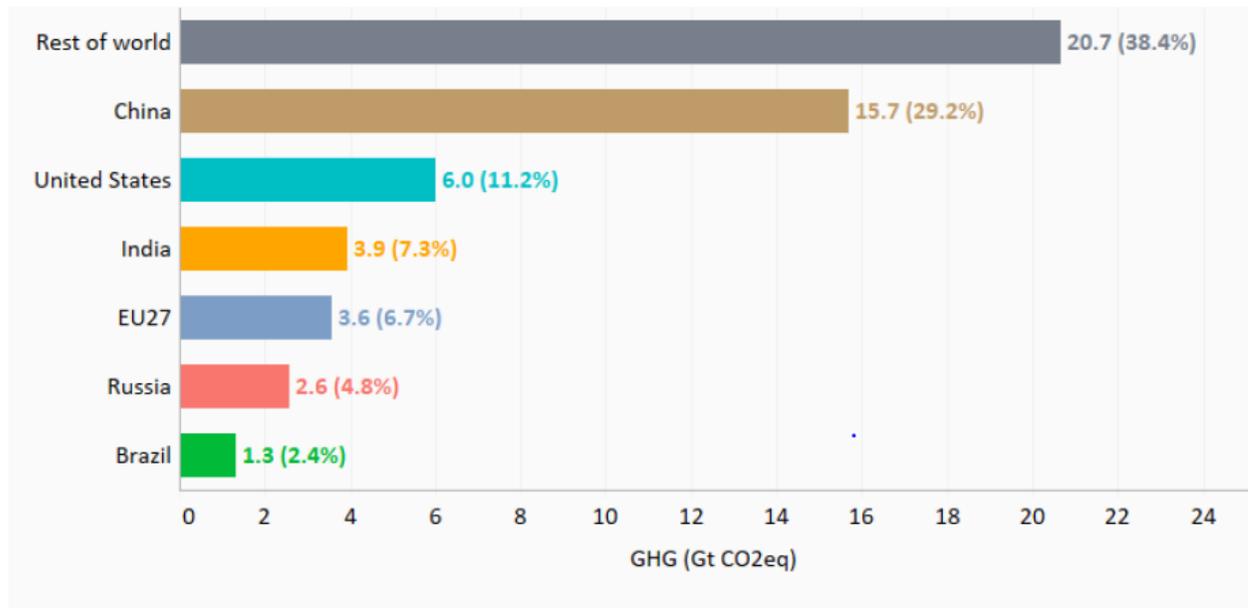
Emissions mondiales de GES 2022 - EDGAR

19 oct. 2023 : rapport 2023 des émissions mondiales de GES

Base de données EDGAR (Centre commun de recherche, CCR ou JRC en anglais)

Emissions mondiales en 2022 : **53,8 Gt CO₂e**, soit **+61% /1990**, **+2,3% / 2019**, **+1,4% / 2021**

Emissions de GES (en Gt CO₂e) des 6 premiers émetteurs et leur part (en %) dans le total mondial
63,4% de la consommation mondiale de fossiles et **61,6%** des émissions mondiales



Source: JRC, 2023

7^e : Indonésie 2,3%

8^e : Japon 2,2%

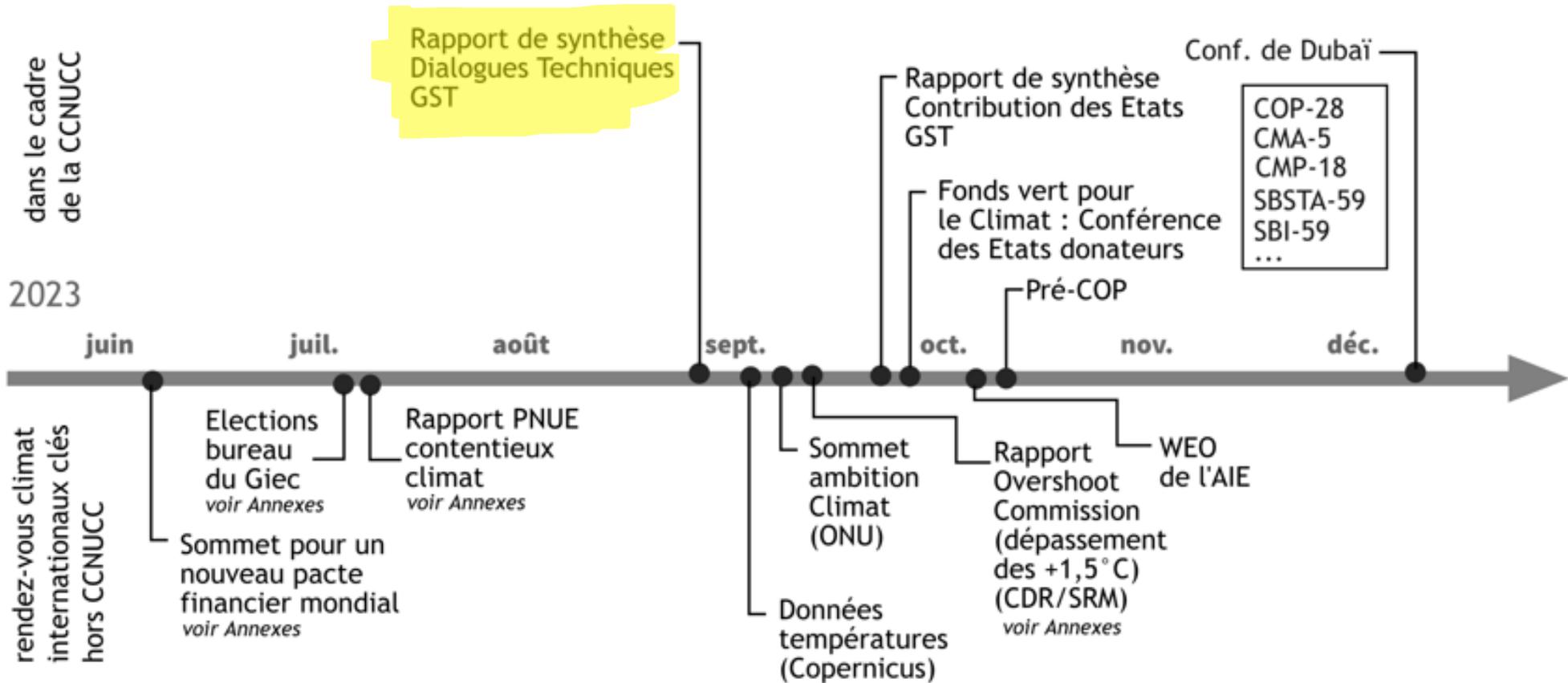
Voir aussi analyse par Carbon Brief sur les **émissions historiques de GES par pays** (publié le 5 oct. 2021)



Actus CCNUCC



United Nations Framework
Convention on Climate Change



Global stocktake - dialogues techniques (1)



CITEPA

8 sept. 2023 : **rapport de synthèse** établi par le Secrétariat de la CCNUCC
Résultats des 3 réunions du premier dialogue technique du bilan mondial (*Global stocktake* ou GST)

Contexte

- GST prévu tous les 5 ans par l'art. 14 de l'Accord de Paris : le premier en 2023
- décision 19/CMA.1 (adopté en 2018, à Katowice) : bilan de de la mise en œuvre de l'Accord de Paris afin d'évaluer les progrès *collectifs*, et non ceux des pays *individuels*, vers la réalisation de ses objectifs à long terme [articles 2 et 4]
- destiné à éclairer la prochaine série de NDC que doivent soumettre les Parties à l'Accord de Paris en 2025, conformément au mécanisme de révision quinquennale des NDC, juridiquement contraignant (art. 4.2)
- GST réalisé avec l'aide des deux organes subsidiaires de la CCNUCC, le SBI (mise en œuvre) et le SBSTA (conseil scientifique et technologique) soutenus par un **dialogue technique** (*technical dialogue* ou TD) chargé de mener des échanges de points de vue, d'informations et d'idées via des **tables rondes et ateliers**
- ce dialogue a axé son travail sur trois domaines thématiques : **atténuation, adaptation et moyens de mise en œuvre** (soutien financier, transfert de technologies, renforcement des capacités)
- **3 réunions** du dialogue technique : (TD1.1) Bonn - juin 2022 (TD1.2) Charm el-Cheikh - nov. 2022 et (TD1.3) Bonn - juin 2023

Global stocktake - dialogues techniques (2)



Contexte (suite)

- le nouveau rapport de synthèse a été réalisé conformément à la décision 19/CMA.1 (**demande de la CMA**)
- par les deux co-facilitateurs des négociations sur le GST (Harald Winkler, Afrique du Sud, et Farhan Akthar, Etats-Unis), en collaboration avec le SBI et le SBSTA
- la publication de ce rapport marque **l'achèvement de la phase technique** du GST. Sa **phase politique** se déroulera lors de la COP-28

Objet du rapport

- il synthétise les **principaux résultats** des trois réunions du dialogue technique
- il vise à fournir une vue d'ensemble des discussions menées, en identifiant les domaines clés dans lesquels il faut renforcer l'action
- il fournit une évaluation des progrès collectifs
- il comporte également des informations techniques, des bonnes pratiques, les lacunes en matière d'information, les enseignements tirés,...

Global stocktake - dialogues techniques (3)



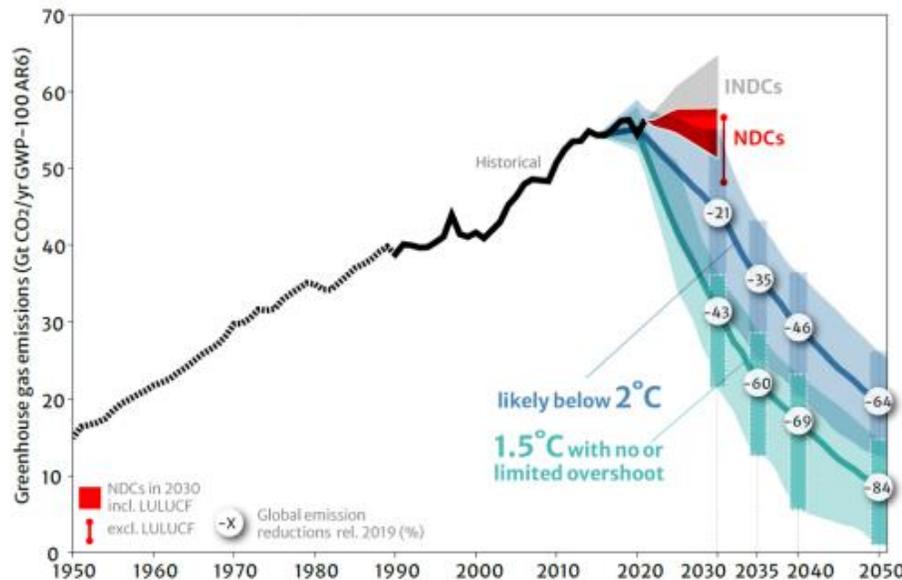
CITEPA

Résultats - 17 messages clés au total, repartis par domaine thématique

Atténuation

- les émissions mondiales de GES ne sont pas en phase avec les trajectoires d'émission compatibles avec l'objectif de +1,5°C (*Emissions gap* en 2030 entre 20,3 et 23,9 GtCO₂e)

Emissions mondiales historiques de GES 1950-2020, projections d'émissions mondiales de GES pour 2030 basées sur les NDC et niveau de réduction mondiale nécessaire pour respecter les objectifs +1,5°C et +2°C



Source : CCNUCC, 8 septembre 2023 p.17

NB. Ce nouveau rapport de synthèse ne fournit pas de nouvelles données, ni en termes d'émissions historiques, ni de projections, mais présente celles déjà publiées par le Giec dans le 3^e volume de son 6^e rapport d'évaluation ([publié le 4 avril 2022](#)) et par le PNUE dans son dernier *Emissions Gap Report* ([publié le 27 octobre 2022](#)).

	Reductions from 2019 emission levels (%)				
	2030	2035	2040	2050	
Limit warming to 1.5°C (>50%) with no or limited overshoot	GHG	43 [34-60]	60 [49-77]	69 [58-90]	84 [73-98]
	CO ₂	48 [36-69]	65 [50-96]	80 [61-109]	99 [79-119]
Limit warming to 2°C (>67%)	GHG	21 [1-42]	35 [22-55]	46 [34-63]	64 [53-77]
	CO ₂	22 [1-44]	37 [21-59]	51 [36-70]	73 [55-90]

Global stocktake - dialogues techniques (4)



Atténuation (suite)

- toutes les Parties doivent réaliser des **réductions rapides et importantes** des émissions de GES
- **il faut faire preuve de beaucoup plus d'ambition en termes d'action climat et de soutien** en mettant en œuvre des mesures d'atténuation nationales et en fixant des objectifs plus ambitieux dans les NDC afin de réduire les émissions mondiales de GES de 43% d'ici 2030 et de 60% d'ici 2035, par rapport aux niveaux de 2019 *cf. section C.1.1 du résumé pour décideurs du vol.3 de l'AR6 du Giec*, et d'atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette de CO₂) d'ici 2050 au niveau mondial

Adaptation

- collectivement, la plupart des efforts d'adaptation observés sont **fragmentés, spécifiques à certains secteurs et inégalement répartis** entre les régions
- le **soutien à l'adaptation et les modalités de financement** pour prévenir, minimiser et traiter les **pertes et préjudices** doivent être rapidement **renforcés** à partir d'une plus grande diversité de sources innovantes

Global stocktake - dialogues techniques (5)



Moyens de mise en œuvre, soutien et flux de financement

- il faut **améliorer l'accès au financement** climat dans les pays en développement
- il faut **débloquer des milliers de milliards de dollars** et **réorienter les investissements** en faveur de l'action climat à tous les niveaux

Conclusion globale

- Les résultats présentés dans le rapport de synthèse montrent que **des actions beaucoup plus importantes sur tous les fronts et par tous les acteurs sont nécessaires pour atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris**

Global stocktake - dialogues techniques (6)



Prochaines étapes

- les travaux du premier GST s'achèveront lors de la CMA-5 (Dubai, 30 nov. - 12 déc. 2023)
- la CMA-5 verra le déroulement de **la phase politique**, très attendue, qui sera centrée sur un examen, par les Parties, des résultats de l'évaluation technique et de ses conséquences en vue :
 - d'éclairer la mise à jour et le renforcement des NDC (ambition, actions et soutien), et
 - de renforcer la coopération internationale en faveur de l'action climat

La phase politique devrait déboucher sur une **décision de la CMA** et/ou sur une **déclaration politique** par les Ministres ou les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis à Dubai

Pendant la première semaine de la CMA-5 (30 nov. - 5 déc. 2023), le **comité de haut niveau** du GST (composé des Présidences britannique, égyptienne et émiratie de la CMA [respectivement de la CMA-3, de la CMA-4 et de la CMA-5], ainsi que des Présidents du SBI et du SBSTA) organisera une série **d'évènements de haut niveau** pour débattre des résultats de l'évaluation technique, dont un **sommet mondial pour l'action climat** (*World Climate Action Summit*) qui se tiendra les 1^{er} et 2 décembre 2023 à Dubai auquel les dirigeants mondiaux seront conviés

- **séquence politique de haut niveau** suivie de **réunions** sur les 3 domaines thématiques du dialogue technique du GST et ce, afin d'évaluer les progrès et d'éclairer l'action, le soutien et la coopération internationale en faveur de l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris

Global stocktake - dialogues techniques (7)



Prochaines étapes (suite)

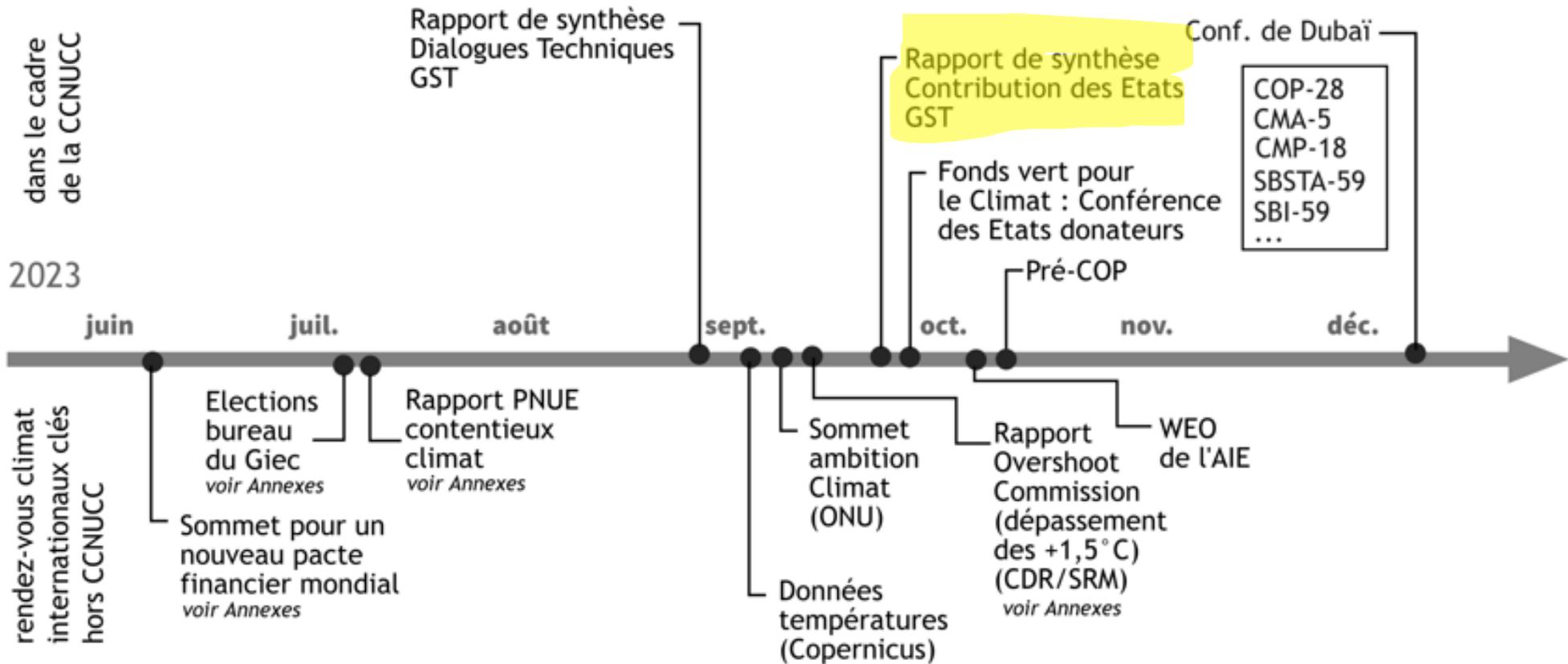
- le comité fera une **synthèse** de ces événements sous forme de **messages** et **recommandations politiques clés** identifiant les leviers d'action, les lacunes et les obstacles, et mettant en exergue les bonnes pratiques, en vue de renforcer l'action et le soutien en faveur du climat
- cette synthèse sera destinée à éclairer les discussions des Parties de la CMA-5 pour qu'elles aboutissent à une **décision** ou à une **déclaration politique**

Si les 3 réunions du dialogue technique en 2022-2023 se sont déroulées en très grande partie sans heurt, ne prêtant pas à controverse, la phase politique, elle, sera une étape déterminante, mais bien plus délicate

La question clé est de savoir :

- **comment les résultats techniques de cet état des lieux global vont-ils se concrétiser sur le plan politique** et
- **quel niveau d'ambition** y sera associé

Le GST devra surtout éclairer les travaux d'élaboration, par les Parties, de leurs NDC-3



Global stocktake - contributions des Etats (1)



CITEPA

4 oct. 2023 : **rapport de synthèse** publié par le Secrétariat de la CCNUCC présentant une **analyse des contributions** soumises par les Parties (Etats) et les acteurs non-étatiques en amont de la phase politique du Bilan mondial (*Global Stocktake* ou GST)

Contexte

- le 28 juillet 2023, les présidents des 2 organes subsidiaires (SBSTA et SBI) ont publié une **liste de quatre questions** destinées à aider les Parties et les acteurs non-étatiques dans leur préparation de l'examen des résultats de l'évaluation technique du GST (conformément à la décision 19/CMA.1, adopté en 2018, à Katowice)
- en s'appuyant sur ces questions, les Etats et les acteurs non-étatiques ont été invités à soumettre, avant le **15 septembre 2023**, leurs **contributions écrites** proposant des éléments à prendre en compte dans cet examen
- rapport très complet (**701 paragraphes sur 65 pages**) synthétisant les points de vue des Parties et acteurs non-étatiques exprimés dans leurs contributions
- au total, au 2 octobre 2023, le Secrétariat de la CCNUCC avait reçu des contributions :
 - de **24 Parties** au nom des groupes de négociation ou à titre individuel et représentant **180 Parties** (sur les 195 Parties à l'Accord de Paris)
 - • de **44 acteurs non-étatiques**

Global stocktake - contributions des Etats (2)



Chapitre clé du rapport :

Progrès collectifs vers la réalisation des objectifs à long terme de l'Accord de Paris

Volets sur :

- atténuation
- adaptation
- financement et flux de financement
- développement et transfert de technologies
- renforcement des capacités
- efforts en matière de pertes et préjudices
- renforcement de la coopération internationale en faveur de l'action climat
- recommandations et prochaines étapes

C'est le volet **Recommandations** qui contient le plus grand nombre de paragraphes (158 sur les 701) suivi du volet **Financement et flux de financement** (148)

Global stocktake - contributions des Etats (3)



CITEPA

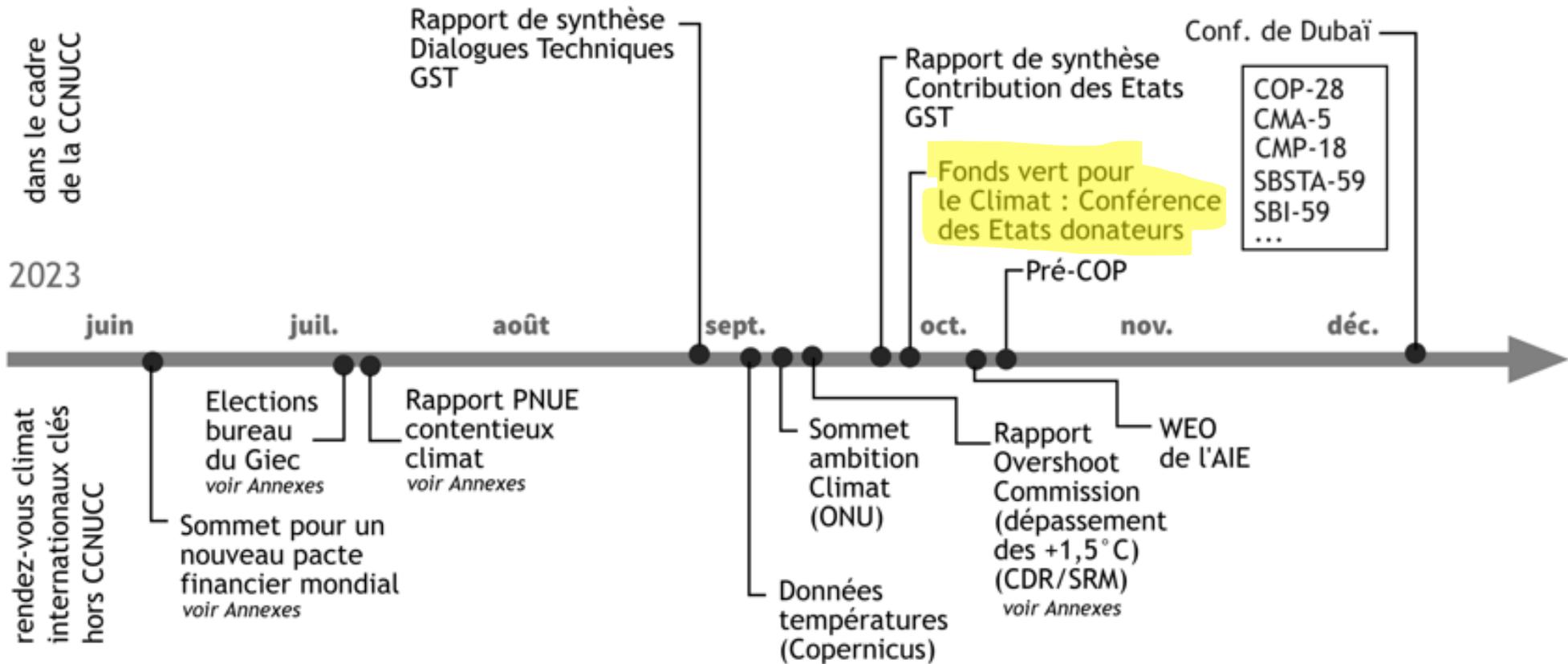
Selon la CCNUCC, ce rapport de synthèse constitue un « schéma directeur » (« **blueprint** ») de ce que pourrait contenir le résultat final du GST, basé sur les propres contributions des Parties

Que retenir de ce rapport en bref ?

- les contributions des Gouvernements nationaux font ressortir un **large consensus** sur le fait que l'action climat jusque-là n'a pas été suffisante et que toutes les Parties doivent renforcer leur action climat et qu'il faut renforcer le soutien en faveur des pays en développement (mais ça on le savait déjà depuis longtemps....)
- mais il y a **divergence** des points de vue des Parties sur les questions de savoir :
 - comment atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ?
 - comment répartir les efforts de réduction et de financement ?

Lors de la phase politique du GST à Dubaï, les Parties vont devoir **réduire et resserrer cette longue liste d'options**, ainsi que supprimer les redondances, pour **construire un consensus** sur un texte ambitieux, concis, percutant, facile d'accès et équilibré pour examen et adoption par la CMA-5 sous forme de décision

Il reste donc **beaucoup de travail à accomplir** en vue de dégager un accord sur un texte final



Fonds vert pour le climat - période 2024-26 (1)



CITEPA

5 oct. 2023 : le **Green Climate Fund** (GCF) a tenu à Bonn une **Conférence pour formaliser les engagements des Etats - leurs contributions pour la 2^e période de reconstitution des ressources du GCF 2024-2027** (*Pledging Conference* ou conférence des donateurs)

Contexte

- GCF créé par l'Accord de Copenhague (§10) en 2009 et formalisé par les **Accords de Cancún** en 2010 (décision 1/CP.16 §102). Opérationnel depuis **2015**
- **le plus grand fonds climat international** dans le monde aujourd'hui
- objectif : **soutenir les projets et programmes** mises en œuvre par les **pays en développement** dans les domaines de réduction des émissions de GES, d'adaptation, de renforcement des capacités, de développement et de transfert de technologies
- **2014** - conférence des donateurs pour la **période de mobilisation initiale de ressources** (IRM, 2015-2019) : engagements totalisant 8,3 Md\$ par 45 pays
- **2019** - conférence pour la **1^{ère} reconstitution des ressources** du GCF pour la 1^{ère} période de reconstitution (GCF-1, 2020-2023) : engagements totalisant 9,9 Md\$ par 32 pays
- à ce jour, le GCF a attribué **12,7 Md\$** pour la mise en œuvre de **228 projets** dans **128 pays**. Ces projets ont une valeur totale de **48,1 Md\$** (en tenant compte des **co-financements publics et privés**). Ils devraient conduire à éviter un total de **2,9 GtCO₂e** (sources : tableau de bord du GCF + page GCF-2)

Fonds vert pour le climat - période 2024-26 (2)

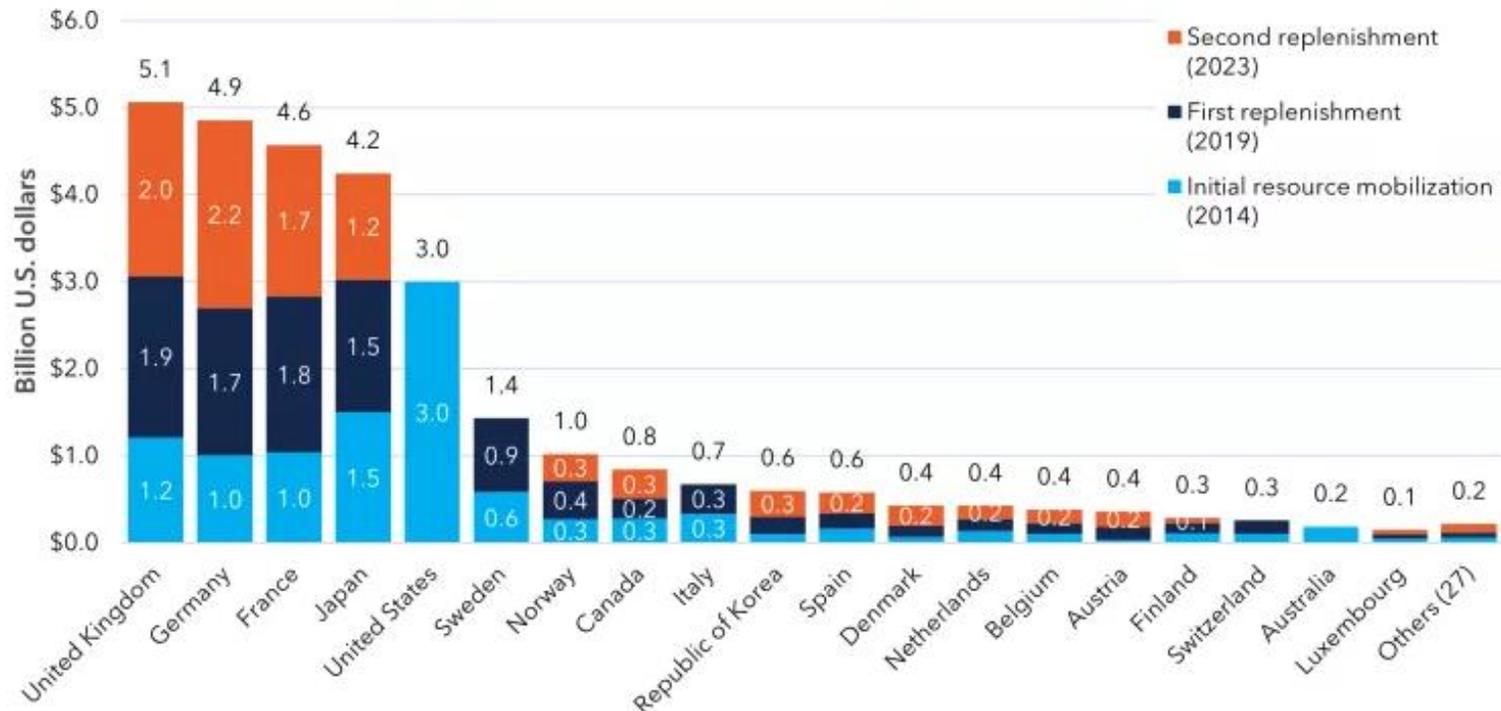


CITEPA

2^e période de reconstitution (Replenishment) 2024-2027 : Conférence de Bonn

- objet : acter formellement les engagements de financement pour cette 2^e période
- résultat : **25 Etats** se sont engagés à fournir un total de **9,3 Md\$** (contre 9,9 Md\$ en 2019 et 8,3 Md\$ en 2014)
- les 3 premiers pays donateurs sont **l'Allemagne (23% du total)**, le **Royaume-Uni (22%)** et la **France (19%)** qui totalisent, à eux seuls, **64%** du total des engagements

Engagements au GCF pour chaque période, par Etat contributeur (en Md\$)



Sources: GCF (2023) Status of Pledges (IRM and GCF-1). <https://www.greenclimate.fund/document/status-pledges-all-cycles>; second replenishment pledges added as announced.

As of 5th October 2023

Fonds vert pour le climat - période 2024-26 (3)

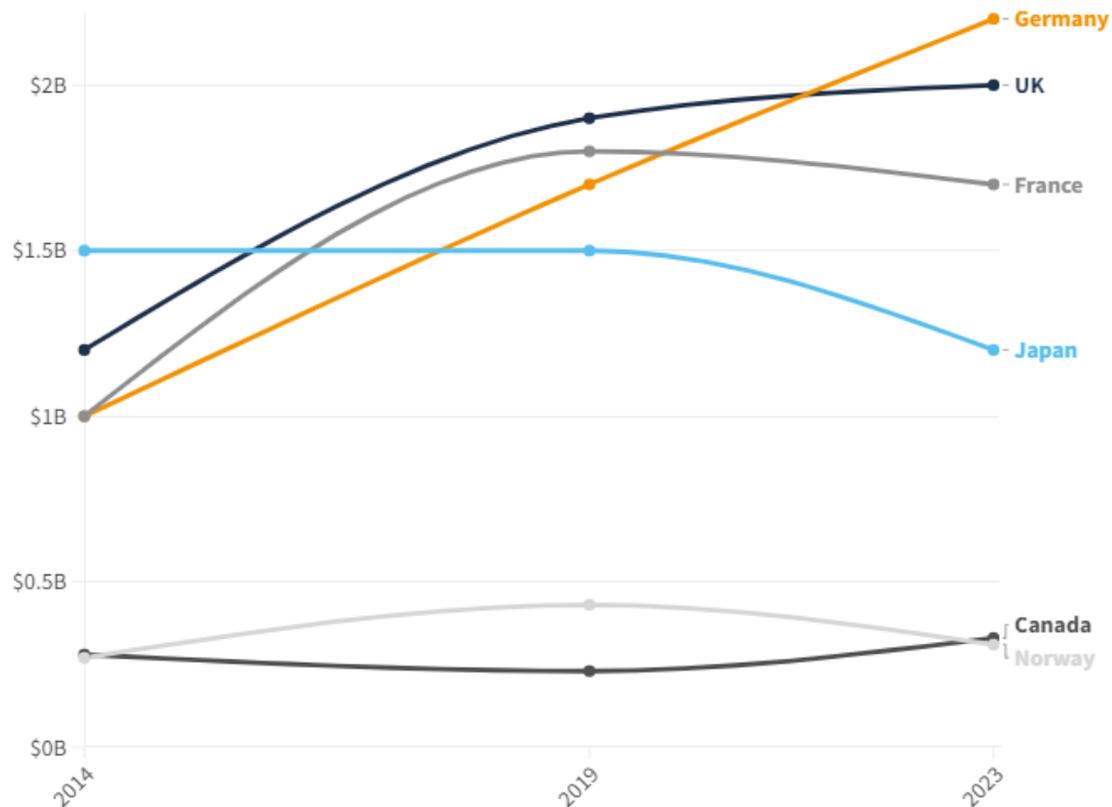


CITEPA

Tendances

- baisse du nombre de pays donateurs : **45** en 2014, **32** en 2019 et **25** en 2023
- **stabilisation des contributions** de plusieurs pays donateurs traditionnels (**UK, Japon,...**)
- **France** : **+4%** en € mais **-3%** en \$ (en raison des fluctuations du taux d'échange)
- **Allemagne** : **+28%**

Evolution des engagements des 6 premiers pays donateurs (en Md\$, \$B en anglais)



Fonds vert pour le climat - période 2024-26 (4)



CITEPA

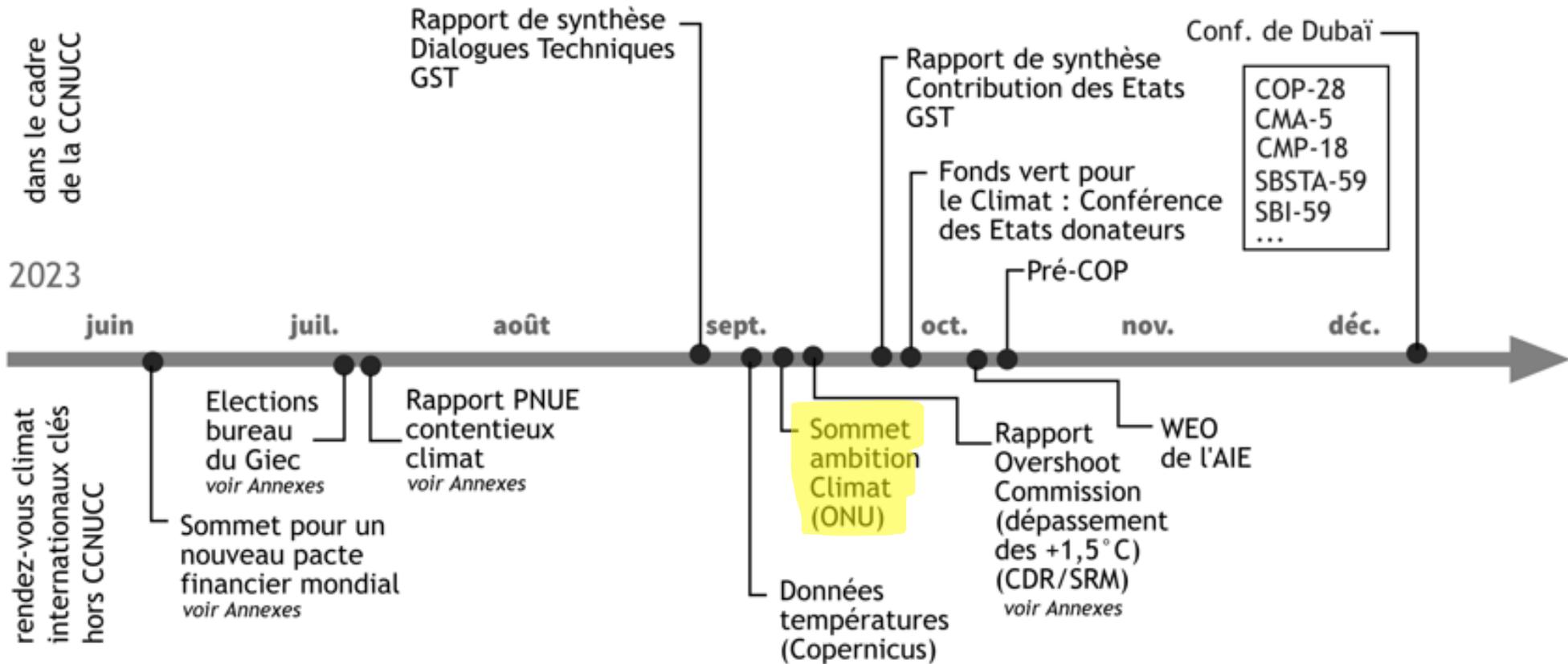
Décalage très important entre engagements et besoins

- « les pays développés sont encore très loin de fournir le montant de financement climat dont les pays en développement ont besoin pour faire face à la crise climatique » (source : [WRI](#), 5 octobre 2023)
- une stagnation du montant total des contributions pour la 2^e période de reconstitution (2024-2027) pourrait obliger le GCF à réduire le nombre et/ou l'ampleur des projets à soutenir
- le manque d'engagements supplémentaires des pays industrialisés **pourrait également compromettre la nouvelle vision pour le GCF** définie par sa nouvelle directrice générale, Mafalda Duarte, lors du sommet sur l'ambition climat à New York, le 20 sept. 2023 : atteindre un capital de **50 Md\$ d'ici 2030** (par rapport à 17 Md\$ aujourd'hui)
- il faudra attirer des contributions du **secteur privé** et **élargir la base des donateurs** à d'autres grands pays émetteurs (**pays du Golfe, Chine,...**) - position de l'Allemagne, USA, France,...
- besoins réels :
 - **rapport** publié le 8 nov. 2022 lors de la COP-27, établi à la demande des Présidences de la COP-26 et de la COP-27, par un groupe d'experts indépendants co-présidé par l'économiste britannique Nicolas Stern : **1 000 Md\$/an nécessaires en 2030** pour aider les pays en développement et émergents (hors la Chine)
 - rapport *Adaptation Gap Report* du PNUE publié le 1^{er} nov. 2022 : besoins annuels pour le financement de l'adaptation sont estimés à **160-340 Md\$ d'ici 2030 et à 315-565 Md\$ d'ici 2050** ([rapport intégral](#) | [synthèse](#) | [messages clés](#))





Actus hors CCNUCC



Sommet sur l'ambition climat (1)



CITEPA

20 sept. 2023, New York (en marge de l'UNGA-78)

- à l'initiative du Secrétaire-général de l'ONU, Antonio Guterres
- décidé lors de la COP-27 et formalisé par la décision chapeau de la 4^e réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA-4), à Charm el-Cheikh (décision 1/CMA.4 § 77)
- à l'instar des sommets précédents organisés par l'ONU (2014, 2019, 2020)

Objet

- créer une **dynamique diplomatique forte** et donner une **nouvelle impulsion politique** en amont de la COP-28 afin d'accélérer l'action climat par les Etats et les acteurs non-étatiques
- sommet très attendu à 10 semaines de la COP-28

Participants - voir liste complète

- plus de 100 Etats ont souhaité participer et passer à la tribune
- mais **sélection rigoureuse** par Guterres en amont : pour être retenus, les participants devaient porter « **des actions nouvelles, concrètes, crédibles et sérieuses** » « *le prix d'entrée est non-négociable* » => retenus :
 - **dirigeants de 34 Etats** (dont la France)
 - seulement **5 pays du G20** (Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Canada et France + UE) - soit un quart des 19 pays + UE (pas USA, ni Chine, ni Inde, ni Royaume-Uni,...)
 - **7 acteurs non-étatiques** (Banque mondiale, FMI, Fonds vert pour le climat, la compagnie d'assurance Allianz,...)

Sommet sur l'ambition climat (2)



CITEPA

3 piliers (tracks) **du sommet**

- ambition
- mise en œuvre
- crédibilité

Déroulement - voir [programme](#)

- session plénière
- **3 sessions thématiques**
 - accélérer l'ambition et la mise en œuvre de l'adaptation, avec des systèmes d'alerte précoce
 - accélérer la décarbonation par la collaboration et la mise en œuvre
 - mettre en œuvre la norme internationale « *Integrity Matters* » : crédibilité des objectifs de ZEN des acteurs non-étatiques, en s'appuyant sur le rapport du groupe d'experts (HLEG) publié à la COP-27
- réunion sur les **pertes et préjudices** (en marge du sommet)
 - demande de la COP-27 + CMA-4 (décision 2/CP.27 § 11 et décision 2/CMA.4, § 11)
 - ainsi, le Secrétaire-général de l'ONU a été invité à réunir les directeurs des institutions financières internationales pour identifier les modalités les plus efficaces pour financer les pertes et préjudices

Sommet sur l'ambition climat (3)



CITEPA

Résultats (1/2) - voir [synthèse](#) d'Antonio Guterres

- le sujet des **combustibles fossiles** était très présent dans les discussions
 - le Président du Chili, Gabriel Boric, a déclaré : *la crise climatique est une crise due aux combustibles fossiles, donc il faut les laisser derrière nous* »
 - annonces d'accélération de l'élimination progressive de charbon (Espagne, Roumanie, Slovaquie : 2025 ; Thaïlande, Vietnam : 2040)
- renforcement de quelques **objectifs climat** (Brésil, Vietnam)
 - **Brésil** (qui prendra la présidence du G20 en 2024) : l'annonce la plus ambitieuse par la Ministre de l'Environnement, Marina Silva
 - rehaussement des objectifs de réduction : **-48% en 2025 / 2005** (contre -37% fixé par le Gouvernement de Bolsonaro, cf. NDC 2020) et **-53% en 2030 / 2005** (contre -50%)
- quelques nouveaux **engagements financiers** pour la 2^e reconstitution du **Fonds vert pour le climat** (GCF) pour sa 2^e période **2024-2027** (GCF-2)
 - **France** : s'engage à contribuer **1,61 milliard d'euros**
 - soit **+4%** par rapport à celle de 2019 (1,55 Md\$ mobilisés sur les 1,7 Md€ annoncés en 2019) mais en raison des fluctuations du taux d'échange, il est moins important en \$ US
 - **Espagne** : 225 M€, **Islande** : 3,2 M\$ (le double de sa contribution GCF-1), **Luxembourg** : 50 M€, **Slovaquie** : 2,2 M€, **Slovénie** : 1,5 M€
- **absence d'engagements financiers spécifiques** pour **l'adaptation** et les **pertes et préjudices**

Sommet ambition climat (4)



CITEPA

Résultats(2/2)

- la nouvelle directrice-générale du GCF, la portugaise Mafalda Duarte, a présenté les grandes lignes de sa **vision** et de son **programme de réforme du GCF** :
 - pour améliorer son efficacité et son accessibilité
 - pour décomplexifier les procédures d'évaluation et d'approbation des projets soumis
 - pour mobiliser plus de participation du secteur privé
 - vision « **50 by 30** » pour atteindre un capital de **50 Md\$** d'ici **2030** (cf. 17 Md\$ aujourd'hui)

Bilan

- le sommet était qualifié d'une **étape clé** pour construire un consensus **en amont de la COP-28**
- **plusieurs grands pays émetteurs** ont brillé par leur **absence** (et pour cause...)
- pour dégager un accord global à Dubaï, il faudra que la Présidence de la COP-28 définisse une **stratégie** pour rallier ceux qui n'ont pas été retenus à New York
- le sommet a clairement montré où en sont les Etats à 10 semaines de la COP-28 : cela a donné un aperçu de la direction que les négociations pourraient prendre
- beaucoup de discussions mais **peu de résultats concrets**
- il a toutefois **mis en avant un groupe de dirigeants volontaristes** sur l'action climat, mais il a également montré les retardataires



Last but not least...

Dans le cadre de la CCNUCC :

- 29 août - 1^{er} sept. : **3^e réunion** du **comité de transition** pour opérationnaliser le **fonds pertes et préjudices**, Santo Domingo, République dominicaine (TC3)
- 17-20 oct. : **4^e réunion** de ce **comité de transition** (TC4), Aswan, Egypte. [Voir note de cadrage](#)

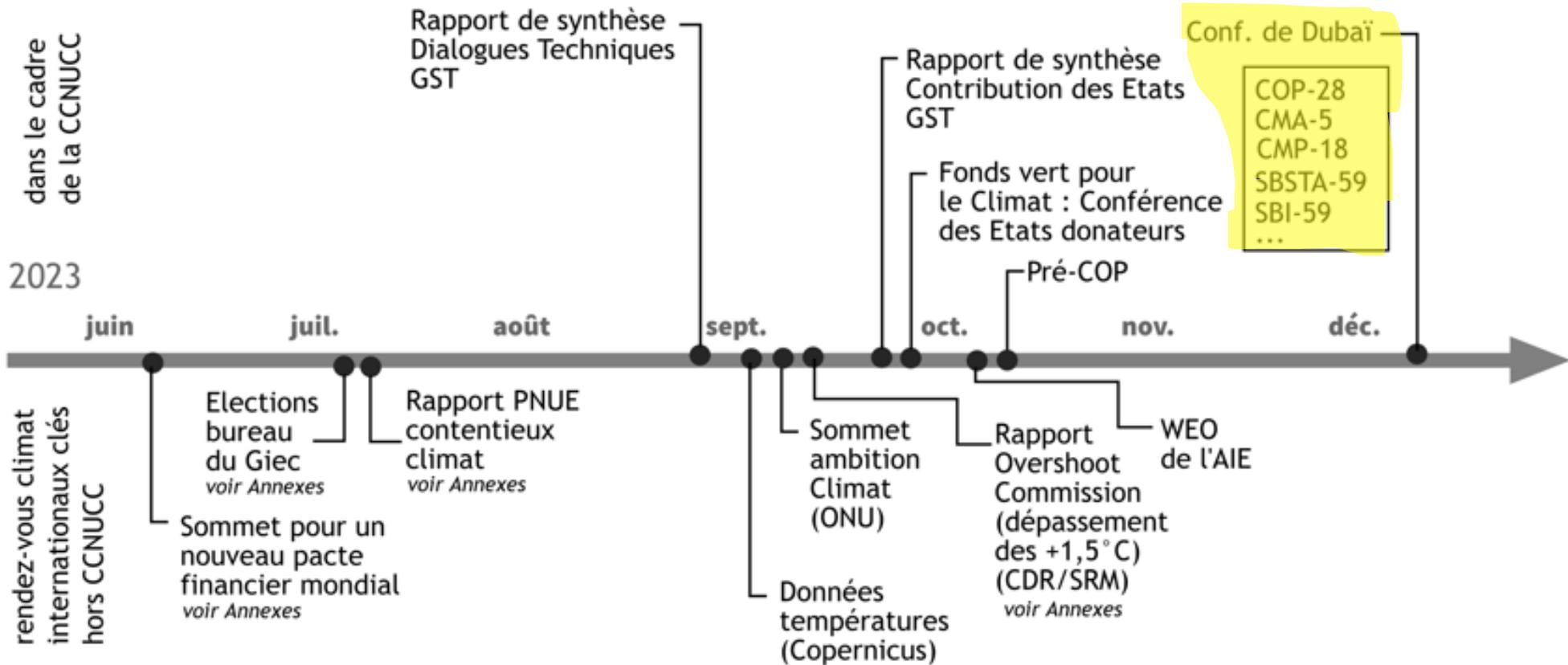
Hors CCNUCC :

- 13-14 juillet : **7^e réunion ministérielle pour l'action climat (MoCA-7)**, Bruxelles (Canada, Chine, UE)
- 20 juillet : **réunion des Ministres de l'Energie du G20**, Goa, Inde - [voir déclaration finale](#)
- 28 juillet : **réunion des Ministres de l'Environnement et du Climat du G20**, Chennai, Inde - [voir déclaration finale](#)
- 9-10 sept. : **sommet G20**, Delhi - [voir déclaration finale](#)
- 26 sept. : AIE - **Net Zero Roadmap: A Global Pathway to Keep the 1.5 °C Goal in Reach**. Voir [communiqué](#) | [synthèse](#) | [rapport](#)
- 11 oct. : AIE - **The Imperative of Cutting Methane from Fossil Fuels - An assessment of the benefits for the climate and health**. Voir [communiqué](#) | [rapport](#)

Résultats et bilan de la COP-27 - [dossier de fond du Citepa](#)

Résultats et bilan des négociations à Bonn (juin 2023) - [article du Citepa](#)







*Où en sont les négociations en
amont de la COP-28 ?*

Rappel de l'articulation des différents organes de la CCNUCC



CITEPA

CCNUCC

Organes
de prise
de décision

COP

*(Parties à la
CCNUCC)*

CMP

*(Parties au
Protocole de Kyoto)*

CMA

*(Parties à
l'Accord de Paris)*

Organes
Subsidiaires
« SB »

SBSTA

*Conseil scientifique et
technologique*

SBI

Mise en œuvre

COP-27 : résultats clés en bref (1)



CITEPA

Plan de mise en œuvre de Charm el Cheikh, conjointement adopté par la COP et la CMA (via les 2 décisions chapeaux : [décision 1/CP.27](#) et [décision 1/CMA.4](#))

Pertes et préjudices

- mesure phare de ce plan : un **accord de principe** des Parties sur la **mise en place d'un fonds spécifique pour les pertes et préjudices** et d'un **comité de transition** pour le rendre opérationnel. Avancée très importante mais tout reste à faire
- la création de ce fonds répond à une demande forte, depuis plus de 30 ans, des pays en développement les plus vulnérables, en première ligne face aux impacts du changement climatique, y ayant contribué le moins et étant moins bien équipés pour y faire face

Financement (CMA-4)

- lancement du **dialogue de Charm el-Cheikh sur l'article 2.1(c)** de l'Accord de Paris (objectif d'aligner l'ensemble des flux financiers avec une trajectoire de développement bas-carbone) cf. [décision 1/CMA.4, paragraphe 68](#)
- **très peu d'avancées** sur la définition d'un **nouvel objectif collectif chiffré sur le financement climat post-2025** (discussions lancées lors de la CMA-3 à Glasgow conformément à la [décision 14/CMA-1](#) adoptée à Katowice en 2018) :
 - les négociations ont été difficiles et plusieurs Parties ont souligné que c'était trop tôt pour parler chiffres

COP-27 : résultats clés en bref (2)



CITEPA

Adaptation (CMA-4)

- **très peu d'avancées** sur la mise en œuvre de **l'objectif** fixé à Glasgow pour les pays industrialisés (cf. décision 1/CMA.3, paragraphe 18) de **doubler le financement dédié à l'adaptation d'ici 2025** par rapport à 2019 : **une seule mention** dans le plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh
- **avancées timides** sur le programme de travail Glasgow Charm el-Cheikh sur l'objectif mondial sur 2022-2023 (établi à Glasgow par la décision 7/CMA.3)
 - les Parties ont décidé de lancer un **cadre** (*framework*) pour définir cet objectif via une approche structurée (cf. décision 3/CMA.4). Ce cadre doit être adopté lors de la CMA-5 (Dubai)

Atténuation (CMA-4)

- programme de travail sur l'ambition et la mise en œuvre (mise en place de ce programme décidée à Glasgow via la décision 1/CMA.3, § 27) : **très peu d'avancées** pour le concrétiser
 - décision 4/CMA.4 adoptée pour amorcer la concrétisation de ce programme de travail mais **décision faible et uniquement axée sur les modalités procédurales**
- **énergies fossiles** : mention dans les 2 décisions chapeaux (plan de mise en œuvre de Charm)
 - **pas de nouvelles ambitions affichées** en termes d'élimination ou réduction progressive (*phase out/phase down*) par rapport au pacte de Glasgow pour le climat : statu quo, pas de recul d'ambition

COP-27 : résultats clés en bref (3)



CITEPA

- **énergies fossiles** (suite)
 - **l'Inde** a proposé la mention de la **réduction progressive de tous les combustibles fossiles** dans les 2 décisions chapeaux. **80 pays** ont fini par soutenir cette proposition mais **elle n'a pas été reprise dans les version finales des 2 décisions** en raison surtout d'une forte opposition de **l'Arabie saoudite**, de **l'Iran** et de la **Russie**

Bilan mondial (Global Stocktake) (SBSTA/SBI)

- avancement des travaux techniques préparatoires (**phase technique**)
 - 2^e réunion du **dialogue technique** « **TD.1.2** » (tables rondes, ateliers,...)

Article 6 : mécanismes de marché (CMA-4)

- **quelques avancées** vers l'opérationnalisation des mécanismes prévus par
 - l'article 6.2 : approches coopératives (transferts de réduction entre pays)
 - l'article 6.4 : mécanisme de développement durable (MDD) qui prend le relais du MDP
- **3 nouvelles décisions** formulant un certain nombre de recommandations et d'orientations

Reprise des négociations climat (SB-58) (1)



CITEPA

**58^{èmes} sessions des 2 organes subsidiaires (SBI et SBSTA) : 5-15 juin 2023
à Bonn**

SBSTA-58 (Conseil scientifique et technologique) et SBI-58 (mise en œuvre) > SB-58

- **session intermédiaire** entre la COP-27 et la COP-28, comme tous les ans
- **objet** : avancer sur les points techniques des négociations et préparer les projets de décision pour examen et adoption par la COP et la CMA
- pas de décisions à ces sessions, ce n'est que lors des COP

Format

- sessions plénières
- réunions de négociation sous forme de **consultations informelles** pour chaque sujet
- **événements « mandatés »** (par une décision de la COP-27 ou de la CMA-4) :
réunions et ateliers

Reprise des négociations climat (SB-58) (2)



Résultats en bref (1/4)

Adoption de l'ordre du jour

- une des principales pommes de discorde : la question de savoir s'il fallait ou non inscrire le à l'ordre du jour formel des sessions SB-58 le programme de travail sur l'ambition et la mise en œuvre (MWP en anglais) suite à une demande en ce sens de la Suède
- les pays du groupe LMDC (*like-minded developing countries* - Chine, Inde, pays arabes, Bolivie, Venezuela,...) ont demandé que le sujet **financement** soit également ajouté
- **blocage total** mais après 9 jours de **négociations tendues**, les Parties ont fini par se mettre d'accord la veille de la clôture des sessions, le 14 juin, pour n'ajouter ni le MWP, ni le financement à l'ordre du jour. L'ordre du jour formel a enfin pu être adopté !
- l'ensemble des travaux menés à Bonn au cours des 2 semaines a donc été formellement approuvé comme base de négociation pour Dubaï où il y sera repris et poursuivi

Reprise des négociations climat (SB-58) (3)



Résultats en bref (2/4)

Pertes et préjudices

- **2^e réunion** du **Dialogue de Glasgow** pour discuter des modalités de financement des pertes et préjudices (pas investi de pouvoirs de prise de décision)
- **Réseau de Santiago** :
 - ❖ établi par la COP-25 en 2019 pour **catalyser l'assistance technique** des organisations, organes, réseaux et experts compétents pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices
 - ❖ lors de la CMA-4 (Charm el-Cheikh), les Parties à l'Accord de Paris avaient adopté les **dispositions institutionnelles et financières** (décision 12/CMA.4) pour rendre opérationnel ce réseau, dont la mise en place d'un **secrétariat** mais le **pays hôte** restait à déterminer
 - ❖ les débats sur ce point sont restés **bloqués** à Bonn **faute de consensus** parmi les pays en développement sur le lieu du futur siège du secrétariat

Reprise des négociations climat (SB-58) (4)



Résultats en bref (3/4)

Bilan mondial (Global Stocktake ou GST)

- fin de la phase technique du GST
- **3^e réunion** du dialogue technique « **TD.1.3** » (tables rondes, ateliers,...)
- **négociations difficiles** sur une proposition de structure d'une décision de la CMA-5 (Dubai), notamment sur la structure du **volet financement, flux de financement, soutien**

Financement

- ce sujet très controversé n'a pas fait l'objet de négociations formelles à Bonn
- mais il était **omniprésent** en toile de fond en raison du non-respect de l'objectif des 100 Md\$/an que les pays industrialisés devaient fournir à partir de 2020
- ce constat a contribué à **alourdir l'ambiance** à Bonn

Reprise des négociations climat (SB-58) (5)



Résultats en bref (4/4)

Autres sujets débattus

- **science** : **comment reconnaître l'AR6 du Giec ?** - Convergence des points de vue de nombreuses Parties sur le fait que **l'AR6 constitue l'évaluation la plus complète et la plus robuste à ce jour**. Mais en raison de l'opposition d'un pays en développement (sans doute Arabie saoudite), ce constat n'a pas été intégré dans la **version finale** du projet de décision de la COP-28 :
« l'AR6 représente une évaluation plus complète et plus robuste des changements climatiques que l'AR5 »
- **pays hôte de la COP-29**
 - selon la rotation des 5 groupes régionaux de l'ONU : **Europe de l'Est** (UE-13+Europe orientale)
 - malgré les intenses discussions, **pas de consensus** au sein des 23 pays du groupe régional Europe de l'Est **sur un pays candidat** (3 pays candidats : **Arménie, Azerbaïdjan et Bulgarie**)
 - ils ont donc **reporté** leur choix à Dubaï
 - le **choix** du pays hôte candidat de la COP-29 doit se faire par **consensus** au sein du groupe régional Europe de l'Est, et après il doit être soumis pour **approbation formelle par l'ensemble des Parties à la COP-28**

Reprise des négociations climat (SB-58) (6)



Bilan en bref

- malgré les négociations intenses, vives, voire tendues, force est de constater que Bonn a abouti à **peu de progrès concrets** sur des sujets clés
- le **clivage Nord Sud** est plus apparent que jamais, surtout sur le financement climat, la responsabilité historique des émissions de GES, l'atténuation, l'adaptation et les pertes et préjudices
- c'est surtout la question épineuse du **financement climat** qui a failli faire échouer ces sessions
- les sessions de Bonn ont une fois de plus fait ressortir les **profondes divergences** de positions entre les pays industrialisés et les pays en développement, et notamment les grands pays émergents

Voilà où nous en sommes à la veille de la COP-28.....



CITEPA





CITEPA



COP28 UAE



COP-28 - déroulement (1)



30 nov. - 12 déc. 2023 à Dubaï : 5 sessions de négociation en parallèle

30 nov. - 6 déc. 2023 : 59^{èmes} sessions des deux organes subsidiaires de la CCNUCC

- mise en œuvre (SBI-59) - [voir ordre du jour provisoire](#)
- conseil scientifique et technologique (SBSTA-59) - [voir ordre du jour provisoire](#)

30 nov. - 12 déc. 2023 : sessions des trois organes de prise de décision formelle :

- 28^e Conférence des Parties à la Convention Climat (COP-28) - [voir ordre du jour provisoire](#)
- 5^e Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA-5) - [voir ordre du jour provisoire](#)
- 18^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP-18) - [voir ordre du jour provisoire](#)

Evènements clés :

- 1-2 déc. : 1^{ère} partie du segment de haut niveau, dont le Sommet mondial sur l'action climat
- 9 déc. : 2^e partie du segment de haut niveau
- évènements mandatés (réunions + ateliers mandatés par une décision COP-27 et/ou CMA-4)

[Site web de la COP-28 \(CCNUCC\)](#) | [Site web de la Présidence émirati](#) | [Programme global](#) | [Programme jour par jour](#)

[Side events](#)

COP-28 - déroulement (2)



CITEPA

Ouverture de la COP-28 (30 nov.) : fin de la Présidence égyptienne de la COP
début de la présidence émirati de la COP

Journées thématiques en parallèle aux négociations formelles, organisées par la Présidence :

- 3 déc. : **santé** - la 1^{ère} fois qu'une COP consacre une journée à ce sujet (dont une réunion ministérielle climat-santé)
- 4 déc. : **financement, échanges commerciaux, redevabilité (accountability)**
- 5 déc. : **énergie et industrie ; transition juste ; peuples indigènes**
- 6 déc. : **action à multiples niveaux ; urbanisation et environnement bâti ; transports**
- 8 déc. : **jeunesse, enfants, éducation et compétences**
- 9 déc. : **nature ; utilisation des sols ; océans**
- 10 déc. : **produits alimentaires ; agriculture ; eau**

Programme thématique

Participants : environ 80 000 inscrits selon la Présidence, dont le **Pape François** (source : Vatican, 2 nov. 2023)

NB. Le Vatican est une Partie à l'Accord de Paris depuis son adhésion le 4 sept. 2022

COP-28 - la Présidence émirati (1)



CITEPA

Critiques visant le pays hôte de la COP-28 et la Présidence émirati (1/2)

- le choix du pays comme hôte soulève encore de **vives critiques** et **d'inquiétudes**, surtout en raison de l'important **conflit d'intérêts**
 - les EAU sont le 3^e pays producteur de pétrole dans le monde en termes de capacité : 11% du total des pays OPEP en 2022) et ils prévoient d'augmenter leur capacité de 7% d'ici 2026 (*source : AIE, 2021, p.75*)
 - **6^e pays** en termes **d'émissions de CO₂/habitant** (22 tCO₂/hab en 2021) (*source : Global Carbon Atlas*)
- la désignation du **Sultan Ahmed Al Jaber** comme **Président** de la COP-28 fait polémique aussi
 - en raison de ses **liens avec l'industrie pétrolière** : en plus d'être **Ministre de l'Industrie et des Technologies**, il est **PDG de la compagnie nationale pétrolière Abu Dhabi National Oil Company (Adnoc)** : 12^e compagnie de production de pétrole dans le monde (selon l'AIE)
 - selon une analyse de Global Witness, basée sur les actifs pétroliers et gaziers actuels et projetés **d'Adnoc, les émissions de CO₂ issues de cette production augmenteraient 40% d'ici 2030**
- c'est la première fois qu'un PDG d'un groupe pétrolier - et plus largement d'une entreprise - soit Président d'une COP, qu'il exerce cette responsabilité de pilotage des négociations de la CCNUCC
- les ONG et la société civile lui reproche sa « **double casquette** »

COP-28 - la Présidence émirati (2)

Critiques visant la Présidence émirati de la COP-28 (2/2)

- 23 mai 2023 : **lettre ouverte** par plus de 130 députés du Parlement européen et du Congrès américain au Président Biden, à la Présidente de la Commission (Ursula von der Leyen), au Secrétaire général de l'ONU (Antonio Guterres) et au Secrétaire exécutif de la CCNUCC (Simon Stiell)
 - les signataires leur ont demandé de **préconiser le retrait** par les Emirats **de la nomination d'Al Jaber** car celle-ci « *risque de compromettre les négociations* »
- de sérieux **doutes** émis par les ONG sur la **capacité de la Présidence** à porter un accord ambitieux
- quelle sera **l'influence des producteurs de pétrole/gaz** sur les négociations et leurs résultats ?

On l'a vu à Charm el-Cheikh :

- la Présidence égyptienne qui n'a pas voulu reprendre la mention, dans les décisions chapeaux COP/CMA, de la **réduction progressive de tous les combustibles fossiles...**
- la COP-27 a réuni **636 représentants** du secteur pétrolier et gazier. S'ils devaient constituer une délégation, elle aurait été plus importante que n'importe quelle délégation nationale, sauf celle des Émirats arabes unis (1 073 délégués nationaux) selon une analyse réalisée par l'ONG Global Witness, publiée le 10 novembre 2022



COP-28 - la Présidence émirati (3)



CITEPA

**Phase out
Phase down
unabated
fossil fuels**

COP-28 - la Présidence émirati (4)



CITEPA

Changement de discours du Président de la COP-28, Sultan Al Jaber

D'abord, accent sur les **émissions** (et non leur source ie combustibles fossiles) cf. Arabie saoudite à la COP-27

2-3 mai 2023 à Berlin : lors du 14^e Dialogue de Petersberg sur le climat

- « dans le cadre d'une transition énergétique pragmatique, juste et bien gérée, nous devons nous concentrer sur **l'élimination progressive des émissions des combustibles fossiles** => accent sur les émissions

*"In a pragmatic, just and well-managed energy transition, we must be laser focused on **phasing out** fossil fuel emissions while phasing and scaling up viable, affordable zero-carbon alternatives."* (source : Climate Home News, 2 mai 2023)

Ensuite, focus sur les **combustibles fossiles** eux-mêmes

8 juin 2023 à Bonn : lors des sessions SB-58

il a indiqué que « **une réduction progressive des combustibles fossiles est désormais inévitable** » (sans pour autant mentionner **d'échéance**) et s'est prononcé pour « **un système énergétique sans combustibles fossiles non adossés à des dispositifs de CSC** » (source : Oil Change International, 8 juin 2023)

*"the **phase-down** of fossil fuels is inevitable".... "energy system free of **unabated fossil fuels**"*

13 juillet 2023 : lettre du Président de la COP-28 aux Parties

- « **la réduction progressive de la demande et de l'offre de tous les combustibles fossiles est inévitable et essentielle** » (« **Phasing down** demand for, and supply of, all fossil fuels is inevitable and essential »)
- « la COP-28 doit accélérer... **l'inévitable réduction progressive de tous les combustibles fossiles et la réduction progressive de la production d'électricité à base de charbon sans CSC** »

*"accelerate the inevitable **phase-down** of all **fossil fuels** and accelerate the **phase-down** of all **unabated coal**"*

COP-28 - la Présidence émirati (5)



CITEPA

17 oct. 2023 : lettre du Président de la COP-28 aux Parties

- « nous devons...viser un système énergétique sans fossiles non adossés à des dispositifs de CSC d'ici 2050 »
“we must....work towards a future energy system that is free of unabated fossil fuels by mid-century”

Il y a quelques mois encore, le Président de la COP-28 misait sur **l'élimination progressive des émissions** des combustibles fossiles (« **phase out** »), plutôt que de viser directement leur production/consommation. Cela implique donc la poursuite de leur utilisation associée à la mise en place de dispositifs de **captage et stockage du CO₂** (CSC). Alors que désormais Al Jaber parle de la **réduction progressive** des combustibles fossiles, sous-entendu la **réduction progressive de leur production/utilisation** (« **phase down** »)

MAIS il y a une nuance subtile...il parle du besoin d'aller vers une **réduction progressive des combustibles fossiles sans CSC** (« **phase down of unabated fossil fuels** ») qui revient au même : continuer à les utiliser mais avec CSC et, alors que les technologies CSC ne sont pas viables sur le plan commercial à grande échelle et que leur mise en œuvre coûte cher. Peu de progrès réalisés

Selon l'AIE, **seulement une quarantaine d'installations CSC** sont opérationnelles au stade commercial, dont la plupart sont situées en Amérique du Nord. Leur capacité annuelle totale de captage est de **45 MtCO₂/an**, soit **4% de la capacité de captage annuelle de 1,2 GtCO₂ nécessaire d'ici 2050** (cf. scénario zéro émission nette de l'AIE, mis à jour le 26 sept. 2023)

La question des combustibles fossiles, avec ou sans CSC, constitue donc un **enjeu très important** pour la COP-28 (*définition du concept « unabated fossil fuels : Giec, AR6 rapport de synthèse, 2023 p.30*)

COP-28 - Vision de la Présidence



CITEPA

Slogan de la Présidence émirati pour la COP-28 : **Unite, act, deliver**

La COP-28 intervient à **mi-chemin entre la COP-21 et 2030** : 8 ans depuis Paris et il nous reste **7 ans avant 2030....**

La **vision** de la Présidence **pour obtenir des résultats concrets** est de centrer la COP-28 sur **4 changements de paradigmes (paradigm shifts)** :

- accélérer la **transition énergétique** et réduire fortement les émissions avant 2030
- transformer le **financement climat**, en respectant les engagements déjà pris (les 100 Md\$) et en définissant le cadre d'un nouvel objectif financement post-2025
- mettre la **nature** et les **citoyens** au cœur de l'action climat
- faire en sorte que la **COP-28** soit la COP la plus **inclusive** à ce jour

La **vision** de la Présidence **pour rectifier le tir** :

- aboutir à des **résultats concrets ambitieux** (adaptation, pertes et préjudices, atténuation, financement,...)
- **Action Agenda** : une réponse secteur par secteur pour réduire les émissions et accélérer la mise en œuvre

COP-28 - Enjeux (1)



Pertes et préjudices (CMA-5) : « la COP/la CMA décident d'établir de **nouvelles modalités de financement** **CITEPA** pour aider les **PED particulièrement vulnérables** aux effets néfastes du changement climatique »

(cf. [décision 2/CP.27 §2](#) + [décision 2/CMA.4 §2](#))

- **rendre opérationnel le nouveau fonds spécifique pour les pertes et préjudices**

Pour l'instant, il y a juste un accord de principe, tout reste à construire - **4 points clés** :

- qui sera **bénéficiaire** ?

- ❖ les pays en développement (PED) les plus vulnérables, tels que les PMA et les petits Etats insulaires (*position de l'UE, de l'USA, du Royaume-Uni, de l'Australie,....*) ? ou
- ❖ tous les pays en développement (*position des pays du groupe 77+Chine*) ? Soutenu notamment par le Pakistan, où près de 2 000 personnes ont péri en 2022 suite aux inondations et qui est classé pays à revenu intermédiaire par la Banque mondiale et donc, à ce titre n'aura pas droit au soutien a priori

La COP/CMA n'ont pas formellement défini le concept des PED vulnérables, ce qui pose problème

A Dubaï, il faudra donc définir le concept de **vulnérabilité climatique** et déterminer un **seuil de vulnérabilité**

- qui va **contribuer** ? **Obligation** pour les **pays industrialisés** et les **pays à revenu élevé** (Chine, Qatar, Corée du Sud, Arabie saoudite,...) ? Ou **uniquement les pays industrialisés** en raison de leur **responsabilité historique**
- quel sera le **montant du soutien financier à fournir** par les contributeurs ? Comment vont-ils le fixer ?
- le soutien financier serait-il apporté sous forme de **dons** et/ou de **subventions** plutôt que des prêts ? Question épineuse. Mieux les dons pour ne pas alourdir davantage le fardeau de la dette des pays bénéficiaires

COP-28 - Enjeux (2)



CITEPA

Comité de transition (TC) établi par les décisions [2/CP.27](#) et [2/CMA.3](#) (adoptées à Charm el-Cheikh)

24 membres : 10 des pays industrialisés + 14 des pays en développement (PED), donc le comité est composé d'une majorité de PED

Mandat : formuler des **recommandations** pour examen et adoption par la COP-28/CMA-5

5 réunions en 2023 : au départ, **3 réunions** prévues :

- [27-29 mars](#) (réunion dite TC1), [25-27 mai](#) (TC2), [29 août-1^{er} sept.](#) (TC3)

Lors de la 1^{ère} réunion, les membres du comité ont décidé d'ajouter une **4^e réunion** : [17-20 oct.](#) (TC4)

Cette 4^e réunion a fait ressortir de **profondes divergences** entre pays du Sud et pays du Nord

- **gouvernance du fonds** : **quel organisme va gérer le fonds ?** Les pays industrialisés préconisaient la **Banque mondiale**, ce qui a fait voir rouge les PED, craignant une mainmise des Etats-Unis sur le fonds et que le fonds ne soit pas indépendant sur les plans juridique et opérationnel. Selon eux, la Banque mondiale est trop lente, inefficace et inadaptée à leurs besoins. Comment va-t-elle rendre des comptes et à qui ? Sous l'égide de la Banque mondiale, le fonds ne rendra pas de comptes ni à la CCNUCC, ni à la COP ou à la CMA...et puis les frais de gestion pourraient se chiffrer à plus de 20% du revenu du fonds (*source : [Climate Home News](#), 3 nov. 2023*)
- les PED préconisent de faire héberger le fonds par une **nouvelle structure indépendante** (mais longue à mettre en place) ou par **l'ONU**
- les PED demandent l'adoption d'un **objectif de 100 Md\$/an d'ici 2030** pour alimenter le fonds
- **consensus** sur un point non négligeable : la **composition du conseil du fonds** (*Board*) : 12 membres des pays industriels + 14 membres des PED - ainsi les pays contributeurs pourront siéger au conseil
- **projet de texte de négociation** proposé le 20 oct. 2023 par les 2 co-présidents du comité et soumis aux membres pour aval en vue de son examen et adoption par la COP-28/CMA-5. Partie I : 4 options pour héberger le fonds et partie II : projet de cahier des charges sur la gouvernance du fonds



Lors de cette 4^e réunion, en raison de ces fortes divergences et du manque de consensus et de temps, ils ont décidé de programmer une **5^e réunion** :

3-4 nov. (TC5) Abu Dhabi - cette 5^e réunion a vu resurgir de **fortes dissensions** :

- entre pays du Sud et du Nord, mais aussi entre pays du Nord eux-mêmes
- après d'âpres discussions, les membres du comité sont parvenus à un **pré-accord** sur les modalités de mise en place du comité et ce, malgré les réserves des Etats-Unis et de plusieurs PED
- **projet de texte de négociation** rédigé par les 2 co-présidents du comité (17 pages) et soumis tard dans la soirée du 4 nov. à ses membres. Ils ont fini par l'avaliser. Il sera ensuite soumis pour examen et adoption formelle par la COP-28/CMA-5 (à noter que chaque Partie dispose d'une voix et donc du même poids dans la prise de décision. Les décisions sont prises au consensus, ce qui signifie, en principe, que tant qu'une Partie sur les 198 à la CCNUCC ou sur les 195 à l'Accord de Paris n'est pas d'accord, la décision n'est pas réputée adoptée)
- **texte de compromis fragile** adopté à contre-cœur des PED qui ont fait **d'importantes concessions** : il reste bien en deçà de leurs attentes et bien loin de l'ambition nécessaire, étant donné l'urgence climatique
 - dans un premier temps (**période provisoire de 4 ans**), le fonds sera **hébergé par la Banque mondiale** : les PED ont accepté ce compromis mais sous conditions. En clair, selon les PED, les pays du Nord conserveront le contrôle du fonds, du moins pendant cette période provisoire
 - la contribution au fonds est **basée sur le volontariat** : **aucune obligation de contribution** au fonds ne figure dans le texte de compromis sous la pression des USA et du Japon, alors que les PED défendaient une contribution obligatoire des pays industrialisés en vertu de leur responsabilité historique

Les **pays industrialisés** sont simplement « **invités** » à fournir en premier les ressources financières (cf. §13)

- aucun chiffre sur le montant du fonds
- pas de précision sur les sources d’approvisionnement
- pas de plan de capitalisation clair
- **divergences entre pays du Nord** : alors que les **Etats-Unis** et le **Japon** campaient sur leur position ferme (pas d’obligation de contribution), **l’Allemagne, la France, la Norvège** et **le Canada** ont adopté une position plus ouverte et constructive
- le comité a adopté son **rapport final** pour remise à la COP-28/CMA-5 (FCCC/PA/CP/2023/9 + FCCC/PA/CMP/2023/9)

Même si ce projet de texte est loin d’être parfait, il représente le **meilleur compromis** auquel les membres du comité pouvaient parvenir.

Une chose est sûre : il fera l’objet de **vives négociations** à Dubaï. **Tout va se jouer à la COP-28/CMA-5**

Une fois les décisions COP-28/CMA-5 adoptées, il faudra **activer et capitaliser rapidement le fonds**

Pour la petite histoire, **il a fallu 5 ans pour rendre opérationnel le fonds vert pour le climat (GCF) : 2011-2015.** Donc viser l’opérationnalisation du fonds pertes et préjudices au bout d’un an, c’est très ambitieux !

COP-28 - Enjeux (5)



CITEPA

Adaptation (CMA-5)

- avancer dans les travaux d'élaboration d'un **objectif mondial en matière d'adaptation** : à Dubaï, **approuver le cadre (framework)** pour opérationnaliser cet objectif (lancé par la CMA-4 à Charm el-Cheikh). **réaliser l'objectif** fixé par le pacte de Glasgow pour le climat (2021) : les pays industrialisés doivent **au moins doubler d'ici 2025 leur soutien financier collectif** aux PED pour l'adaptation (/ 2019)
 - en se basant sur le financement consacré à l'adaptation fourni par les pays industrialisés en 2019 (20,1 Md\$ - source : OCDE, p.8) à environ **40,2 Md \$ en 2025**
 - établir un **plan** pour clarifier comment les pays industrialisés comptent concrétiser cet engagement et trouver un **accord** sur la **forme** du financement (des **dons** ou des **prêts** ?)

Financement (CMA-5)

- **100 Md\$/an : combler l'écart entre l'objectif 2020 et le résultat 2020** pour rétablir la confiance entre pays du Sud et pays du Nord - la véritable clé pour avancer

Ce dossier, vieux de 14 ans, freine les progrès sur les autres sujets

- bilan 2022 de l'OCDE sur les progrès accomplis : **83,3 Md\$ en 2020, donc écart de 16,7 Md\$**
- mandat confié par la Présidence britannique aux Ministres de l'Environnement de l'Allemagne et du Canada en juillet 2021 pour établir un **plan** visant à intensifier leurs efforts pour atteindre l'objectif
- plan de mise en œuvre (delivery plan) remis le 25 oct. 2021 : confiants que l'objectif sera **atteint en 2023**
- lettre ouverte des 2 Ministres du 15 sept. 2023 : confiants que l'objectif sera **atteint cette année**, soit avec 3 ans de retard

COP-28 - Enjeux (6)



CITEPA

Financement (suite)

- mais les **données définitives 2023** ne seront disponibles qu'en **2025** (cf. dispositif de rapportage en place)
- les Parties vont participer à la COP-28 sans savoir si l'objectif a bien été atteint ou non, ce qui ne va pas apaiser les tensions entre pays du Sud et pays du Nord, ni rétablir la confiance entre ces 2 groupes
- **besoins réels :**
 - **rapport publié** le 8 nov. 2022 lors de la COP-27, établi à la **demande des Présidences de la COP-26 et de la COP-27**, par un groupe d'experts indépendants co-présidé par l'économiste britannique **Nicolas Stern : 1 000 Md\$/an nécessaires en 2030** pour aider les pays en développement et émergents (hors la Chine), soit **10 fois plus que l'objectif des 100 Md\$/an en 2020**
 - **Adaptation Gap Report 2023** du PNUE publié le 2 nov. 2023 : **besoins annuels** pour le financement de l'adaptation sont estimés à **215-387 Md\$ / an d'ici 2030** (cf. 160-340 Md/an, 2022) alors que les **flux de financement publics multilatéraux et bilatéraux** pour l'adaptation sont estimés à **21,3 Md\$ en 2021** (en baisse de 15% par rapport à 2018-2020). Le PNUE estime donc le **déficit** du financement de l'adaptation **entre 194 et 366 Md\$/an** ([rapport intégral](#) | [synthèse](#) | [messages clés](#))
- avancer dans les discussions sur la définition du **nouvel objectif collectif chiffré post-2025** à partir d'un **niveau plancher de 100 milliards de \$ par an** en vue de le fixer formellement à la CMA-6 en **2024** (cf. [décision 1/CP.21 § 53](#)). Discussions lancées à Glasgow (CMA-3). Le temps presse : il reste 1 an avant cette échéance
- avancer dans les travaux du **dialogue de Charm el-Cheikh sur l'article 2.1(c)**
 - **art. 2.1(c)** : objectif visant à rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire bas-carbone
 - dialogue créé par la [décision 1/CMA-4](#)

COP-28 - Enjeux (7)



CITEPA

Bilan mondial (*Global stocktake*) (CMA-5)

- la COP-28 marquera le **point d'orgue** des travaux du GST : **phase politique** avec l'examen des résultats de la phase technique et de ses conséquences
- faire déboucher les travaux du GST sur une **décision de la COP/CMA** et/ou une **déclaration politique ambitieuse** pour « rectifier le tir »

Atténuation (CMA-5)

- faire déboucher les discussions du **programme de travail pour renforcer l'ambition et la mise en œuvre** sur un résultat concret
- **combustibles fossiles** (leur combustion est quand-même la cause principale du réchauffement) :
 - y aura-t-il **accord** sur la réduction progressive des *combustibles fossiles* ou sur l'élimination progressive des *émissions* des combustibles fossiles (ie poursuite de leur utilisation + CSC) ? Assorti d'une **échéance** ? (opposition probable : Arabie saoudite et Russie)
 - **'phase down' + échéance ou 'phase out' + échéance ? 'fossil fuels' ou 'unabated fossil fuels'?**
 - **objectif Présidence** - réduire de plus de la moitié les émissions de GES scope 1 et 2 du secteur pétrolier et gazier d'ici 2030, y compris atteindre presque zéro émission de CH₄
 - **objectif Présidence** - accélérer les efforts pour réduire progressivement (**phase down**) la production d'électricité à base de charbon non couplée au CSC
 - **objectif Présidence** - accélérer les travaux sur les **partenariats Just Energy Transitions** (JET-P)

COP-28 - Enjeux (8)



CITEPA

- **énergies renouvelables** : **objectif Présidence** - tripler la capacité installée de production d'ici 2030 pour atteindre 11 TW en 2030 (cf. mise à jour de la Net Zero Roadmap de l'AIE)

Soutenu par

- la Commission européenne
- le G20 (cf. déclaration au terme du sommet G20, 9-10 sept. 2023 à New Delhi)

Selon l'Iddri, il y a **risque** que la COP-28 se concentre surtout sur le développement des EnR au détriment de la nécessité de renforcer l'ambition et l'action sur le plan de l'atténuation

- **efficacité énergétique** : **objectif Présidence** - doubler le rythme d'amélioration moyen de l'intensité énergétique dans tous les secteurs d'ici 2030 pour atteindre 4%

Soutenu par la Commission européenne

- **captage et stockage du CO₂** : vers un objectif chiffré ? Soutenu par :

- la Présidence de l'UE et la Commission européenne
- la Norvège
- l'Union africaine
- le G20 (cf. déclaration du sommet G20, 9-10 sept. 2023)

Carbon Management Challenge : initiative lancée sous l'égide des Etats-Unis pour accélérer le **développement et déploiement des technologies de CSC**

Dans ce cadre, une **série d'annonces et d'objectifs chiffrés** vont être présentés à la COP-28

COP-28 - Enjeux (9)



CITEPA

- **article 6** : finaliser le cadre réglementaire pour **rendre opérationnels** les mécanismes de marché (**articles 6.2 + 6.4**) : **normes et procédures**
 - l'organe de supervision de l'article 6.4 (*Art. 6.4 Supervisory Body*) soumettra pour examen et adoption ses **recommandations** révisées (celles soumises à la CMA-4 n'ont pas été adoptées - la CMA-4 a demandé à l'organe de supervision de revoir sa copie pour la CMA-5, *décision 7/CMA.4*)

Budget (COP-28)

- adopter un budget 2024-2025 du Secrétariat de la CCNUCC qui soit à la mesure de l'ampleur des tâches qui lui ont été confiées par la COP et la CMA
- à Bonn en juin dernier, le SBI a approuvé un **projet de décision** pour examen et adoption par la COP-28, en recommandant :
 - un **budget de base de 74,1 M€** pour l'exercice biennal 2024-2025 (contre 62 M€ pour l'exercice 2022-2023), soit **+19%** et un **budget complémentaire de 152,3 M€** pour mener à bien toutes les tâches sur 2024-2025
 - un **barème indicatif des contributions au budget de base de l'ensemble des Parties à la CCNUCC** pour l'exercice 2024-2025

Pays hôtes des futures COP (COP-28) - décider des pays hôtes

- COP-29 (2024, *Europe de l'Est*) : **3 pays candidats** (Arménie, Azerbaïdjan et Bulgarie)
- COP-30 (2025, *Amérique latine et Caraïbes*) : Brésil. Le 27 mai 2023, le Président Lula a annoncé qu'elle aura lieu à Belém, Etat de Pará, dans le nord-est du pays, en pleine Amazonie. Le choix du Brésil comme pays hôte doit être formellement adopté par la COP

Récapitulatif des enjeux



CITEPA

Article de l'AP	volets de négociation	Enjeux associés
Art. 8	Pertes et préjudices	Sujet de blocage <i>probable</i> à la COP-28
Art. 7	Adaptation et financement de l'adaptation	Sujet de blocage <i>probable</i> à la COP-28
Art. 9	Financement climat des pays vulnérables	Sujet de blocage <i>probable</i> à la COP-28
Art. 4	Réduction des émissions (atténuation)	Sujet de blocage <i>probable</i> à la COP-28
Art. 14	<i>Global Stocktake</i> (bilan global)	Sujet de blocage <i>potentiel</i> à la COP-28

Quelles sont les perspectives de la COP-28 ?

La COP-28 s'annonce **très difficile** pour **5 raisons majeures** :

Etant donné (i) le manque de progrès substantiels à Bonn, (ii) le rythme lent des discussions sur les dossiers clés, (iii) les fortes divergences et tensions entre pays industrialisés et pays en développement notamment sur le dossier financement, (iv) les tensions géopolitiques à travers le monde et (v) la crise énergétique mondiale, les négociations de la COP-28 à Dubaï risquent d'être vives, difficiles, voire très difficiles

Comme a souligné le Président de la COP-28 lors du Dialogue de Petersberg sur le climat, le 2 mai 2023 à Berlin : « *expectations are high, but trust is very low* »



COP-28 : décryptage du Citepa



COP-28 : décryptage du Citepa

Journal de la COP-27 | Jour 6 : Programme et retour sur la sixième journée (11 nov.)

12 novembre 2022

Pour le déroulement global et les enjeux de la Conférence de Charm el-Cheikh sur le Climat, lire notre article. Programme de la sixième journée La Présidence de la COP-27 a consacré la journée du 11 novembre 2022 à la décarbonation (voir programme de la Présidence égyptienne). Poursuite des négociations Les cinq organes [...]

VOIR PLUS >

JOURNAL DE LA COP-27 | JOUR 6 : PROGRAMME ET RETOUR SUR LA SIXIÈME JOURNÉE (11 NOV.)

Réf. : 2022_11_a07 | Publié le: 12 novembre 2022 | Date de mise à jour: 12 novembre 2022

International

Pour le déroulement global et les enjeux de la **Conférence de Charm el-Cheikh sur le Climat**, lire notre article.

Programme de la sixième journée

La Présidence de la COP-27 a consacré la journée du 11 novembre 2022 à la **décarbonation** (voir programme de la Présidence égyptienne).

Poursuite des négociations

Les cinq organes de la CCNUCC (COP, CMA, CMP, SBSTA et SBI) ont poursuivi les négociations formelles sur la base de leurs programmes de travail respectifs adoptés le 6 novembre 2022 (lire notre article).

Négociations au sein de la COP/CMA (session conjointe)

Questions relatives aux modalités de financement des pertes et préjudices liées aux effets néfastes du changement climatique, en mettant l'accent notamment sur le traitement de la question des pertes et préjudices

Lors des consultations informelles, le co-facilitateur Julio Cordano (Chili) a indiqué que les Parties avaient réalisé des progrès importants en ce qui concerne le partage des attentes générales, et les a invités à se concentrer sur :

- les éléments du projet de décision de la COP-27/CMA-4,
- le calendrier des travaux jusqu'en 2024,
- les travaux potentiels dans le cadre des organes subsidiaires,
- le rôle du Dialogue de Glasgow sur les pertes et préjudices.

Journal de la COP-27 | Jour 5 : Programme et retour sur la cinquième journée (10 nov.)

Pour le déroulement global et les enjeux de la Conférence de Charm el-Cheikh sur le Climat, lire notre article. Présidence de la COP-27 consacre la journée du 10 novembre 2022 à la science et à la jeunesse (voir programme [...])

Journal de la COP-27 | Jour 4 : Programme et retour sur la quatrième journée (9 nov.)

Pour le déroulement global et les enjeux de la Conférence de Charm el-Cheikh sur le Climat, lire notre article. Présidence de la COP-27 a consacré la journée du 9 novembre à la question du financement climat (voir programme de financement des actions climat [...])



Calendrier climat 2023 : rendez-vous clés

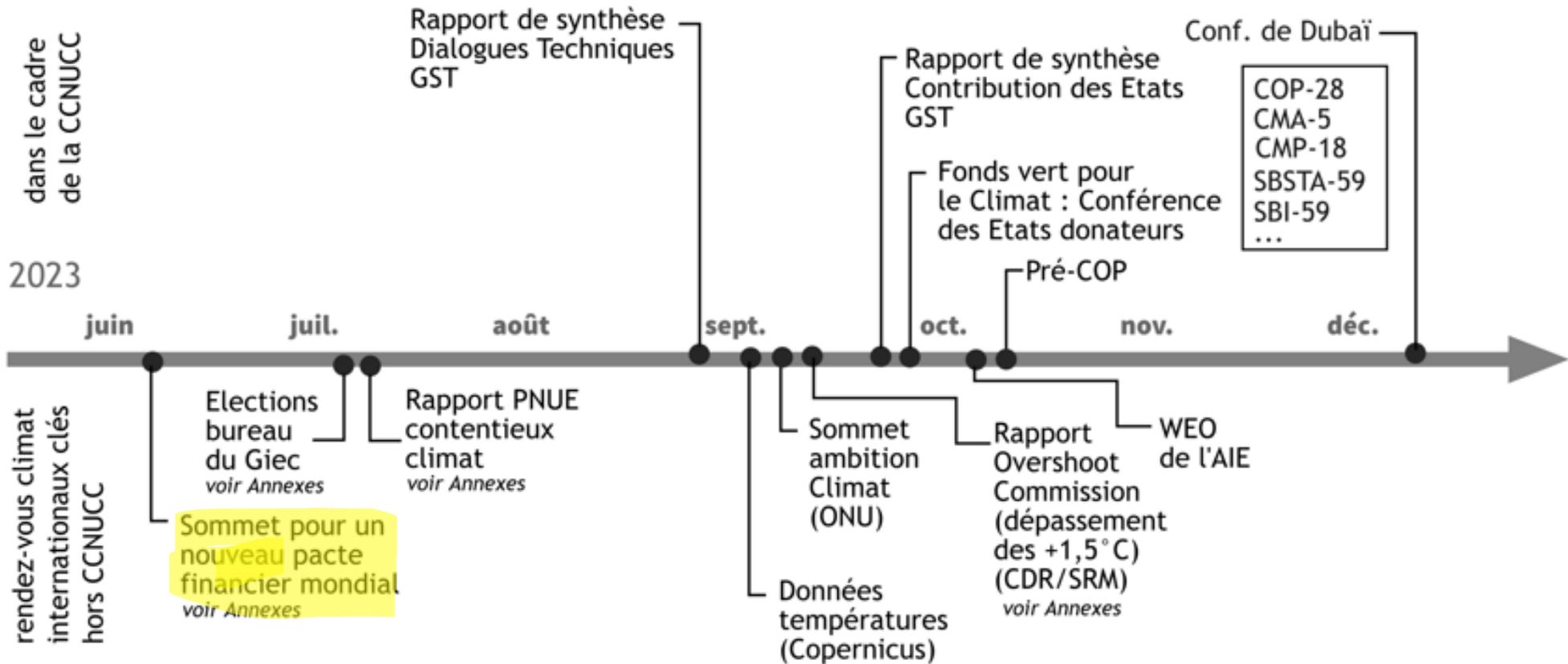
- nov. : publication de **plusieurs documents scientifiques de référence** en amont de la COP-28 :
 - *Emissions Gap Report* (PNUE)
 - *Global Carbon Project* (GCP)
 - *GHG Bulletin* (OMM)
 - *Climate Action Tracker*





Annexes :

- **sommet pour un nouveau pacte financier mondial (22-23 juin 2023)**
- **élections du nouveau bureau du Giec (26-28 juillet 2023)**
- **synthèse du rapport du PNUE sur les contentieux liés au climat (27 juillet 2023)**
- **synthèse du rapport de la Commission mondiale sur le dépassement (Climate Overshoot Commission) (14 sept. 2023)**



Sommet financement climat (1)



CITEPA

22-23 juin 2023 : Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, Paris

Contexte

- à l'initiative du Président de la République et de la Première Ministre de la Barbade, Mia Mottley
- s'inscrit dans la lignée de l'initiative Bridgetown (Bridgetown Agenda), portée par Mia Mottley depuis la COP-26 (nov. 2021) :
- elle préconise une **réforme de l'architecture financière mondiale pour réorienter les ressources financières vers l'action climat** afin de faciliter l'accès des pays vulnérables aux financements climat internationaux (cf. art. 2.1c)
- à la fin de la COP-27, le 20 nov. 2022, le Président de la République avait annoncé que Paris accueillerait un **sommet sur le climat en amont de la COP-28** en partenariat avec Mia Mottley

Sommet financement climat (2)



CITEPA

Objectif du Sommet

- lancer une réforme générale du système financier et mettre en place un nouveau pacte financier avec les pays vulnérables

Participants

- 40 Chefs d'Etat et de Gouvernement ont participé au sommet, dont seulement 4 des pays industrialisés (France, Allemagne, Slovaquie, Suisse) (voir liste des participants) malgré le fait que l'ensemble des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays du Nord, comme ceux des pays du Sud, aient été invités
- parmi les pays industrialisés n'ayant pas envoyé de dirigeant au sommet figurent les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et l'Australie
- aussi : responsables d'organisations internationales, représentants de la société civile, des fondations, des fonds et du secteur privé

Déroulement

- programme
- 6 tables rondes (améliorer les banques multilatérales de développement, instruments et financements innovants, partenariats pour une croissance verte,...)

Sommet financement climat (3)

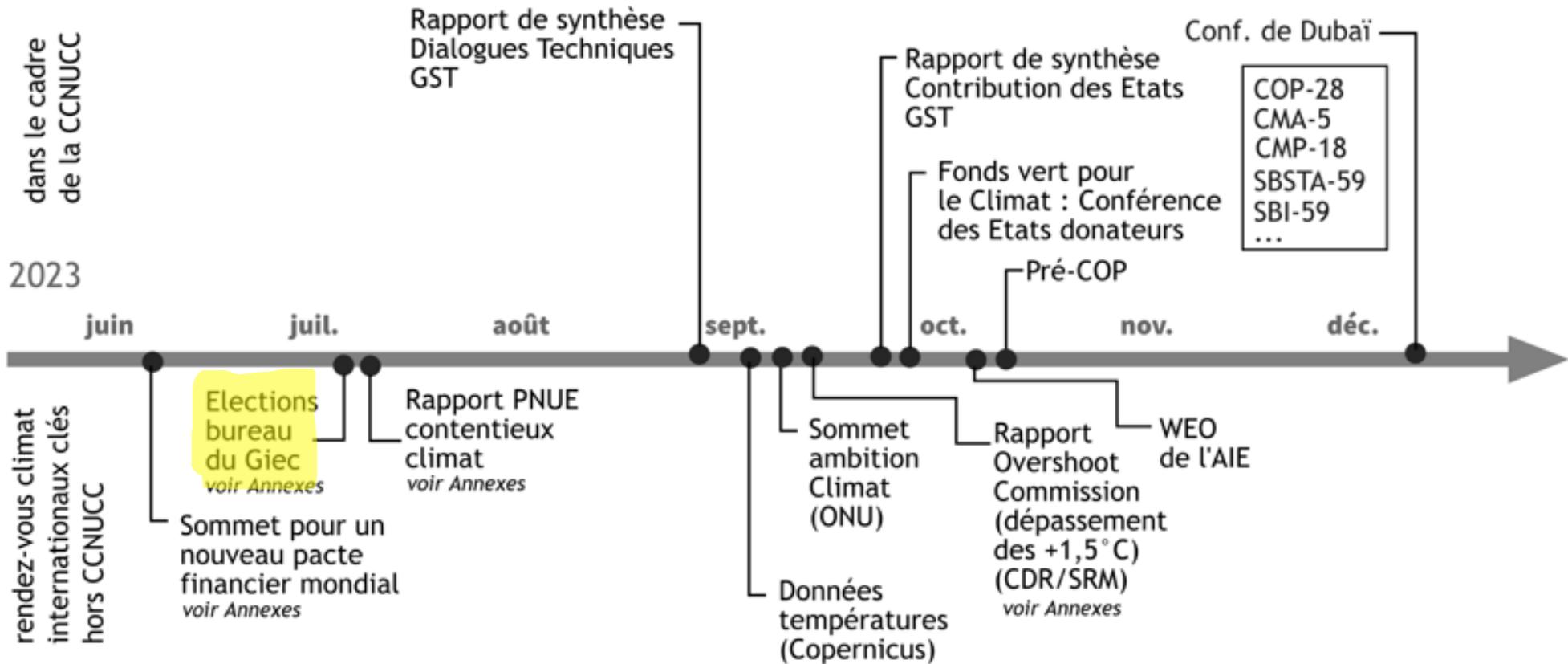


CITEPA

Résultats

- aucune décision politique concrète, mais
- **plusieurs annonces d'engagements et d'accords**, par exemple :
 - restructuration de la dette de la **Zambie**
 - mise en place d'un **partenariat pour une transition énergétique juste** [*Just Transition Energy Partnership ou JETP*] entre le Sénégal et la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada et l'UE, à l'instar de celui conclu entre l'UE, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud le 2 novembre 2021 lors de la COP-26 à Glasgow
- 30 pays et 8 banques multilatérales de développement ont adopté une **déclaration** sur une nouvelle vision des banques multilatérales de développement
- 9 banques multilatérales de développement ont publié une **methodologie commune** sur la mise en conformité avec les objectifs de l'Accord de Paris (cf. art. 2.1c)
- la Banque mondiale a annoncé le lancement d'un processus pour mieux intégrer dans les nouveaux projets les impacts du financement de l'action climat pour l'adaptation et l'atténuation
- au terme du sommet, une **feuille de route** a été adoptée, présentant les grandes échéances internationales pour 2023 et 2024
- un **mécanisme de suivi** des progrès accomplis tous les 6 mois sera mis en place et un bilan sera organisé en 2025

Voir **conclusions** de la présidence du sommet



Giec - nouveau bureau (1)

26-28 juillet 2023 : 59^e session du Giec (IPCC-59), Nairobi (Kenya)

Election pour renouveler l'ensemble du bureau du Giec - 34 membres, dont :

- le président du Giec (*Chair*)
- les 2 co-présidents de chacun des 3 groupes de travail (*Working Groups* ou WG : WG I : sciences physiques du changement climatique ; WG II : impacts, adaptation et vulnérabilité ; WG III : atténuation)
- dernières élections : 2015

Mission du bureau :

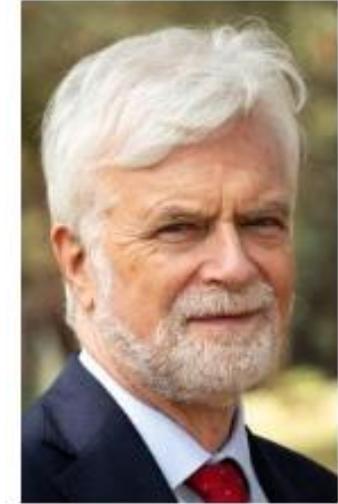
- formuler des **recommandations** au Giec sur les aspects scientifiques et techniques de ses travaux, et
- fournir des **conseils** au Giec sur les questions stratégiques, de gestion et de gouvernance



Giec - nouveau bureau (2)

Nouveau président : Jim Skea

- 69 ans, britannique
- 40 ans d'expérience dans le domaine des sciences du climat
- co-président du WG III du Giec (atténuation) lors du 6^e cycle d'évaluation (2015-2023) => vol.3 de l'AR6 (avril 2022)
- codirigé la réalisation du rapport spécial +1,5°C (oct. 2018)
- membre fondateur du Climate Change Committee (2008)
- connu pour son efficacité et ses efforts pour construire le consensus et pour l'importance qu'il accorde à la transparence



Le jour de son élection, il a annoncé les 3 priorités qu'il s'est fixées pour son mandat:

- garantir une participation et une collaboration inclusives
- promouvoir l'utilisation des connaissances scientifiques les plus abouties, notamment en protégeant l'intégrité scientifique et la pertinence politique des rapports d'évaluation du Giec
- maximiser la portée et l'impact des travaux du Giec



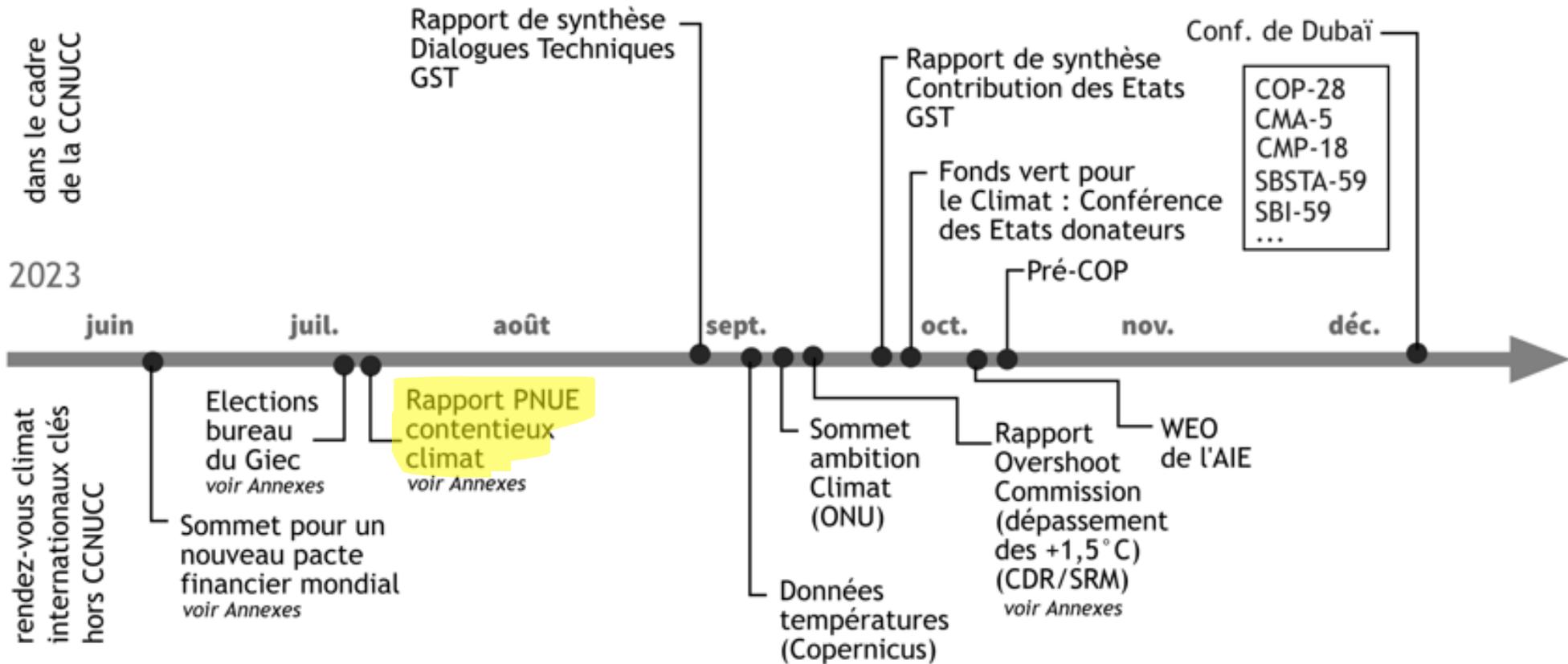
Giec - nouveau bureau (3)

- Jim Skea va présider le 7^e cycle d'évaluation du Giec
- l'élection du nouveau bureau du Giec ouvre la voie pour lancer les travaux de ce 7^e cycle qui devrait s'achever d'ici en 2028-2030
- en plus du rapport d'évaluation (3 volumes + synthèse) : rapport spécial changement climatique et villes (décidé en 2016, IPCC-43)

Nouveau co-président du WG I : le scientifique Français **Robert Vautard**

- groupe de travail consacré aux sciences physiques du changement climatique
- élu au côté de Xiaoye Zhang (Chine) et succède à Valérie Masson-Delmotte
- météorologue et climatologue
- depuis 2020, il est directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace (IPSL) qui regroupe et coordonne les équipes de recherche en sciences du climat
- auteur ou co-auteur de près de 250 publications dans les journaux scientifiques internationaux





Contentieux climat (1)



CITEPA

27 juillet 2023 : le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a publié son 3^e rapport présentant un **état des lieux des contentieux liés au climat** dans le monde : *Global Climate Litigation Report : 2023 Status Review*

(1^{er} rapport en 2017 et le 2^e en 2020)

- recense et évalue les **actions en justice tant en cours que celles ayant déjà abouti à une décision ou à un arrêt**
- le rapport est basé sur l'analyse des **actions en justice portant sur la législation, la réglementation, la politique ou les connaissances scientifiques en matière** changement climatique recensées jusqu'au **31 décembre 2022**
- par un institut américain spécialisé sur le sujet, le Sabin Center for Climate Change Law, au sein de la faculté de droit de l'Université de Columbia (Columbia Law School)



Contentieux climat (2)

Résultats

Evolution du nombre de contentieux climat dans le monde et des pays concernés

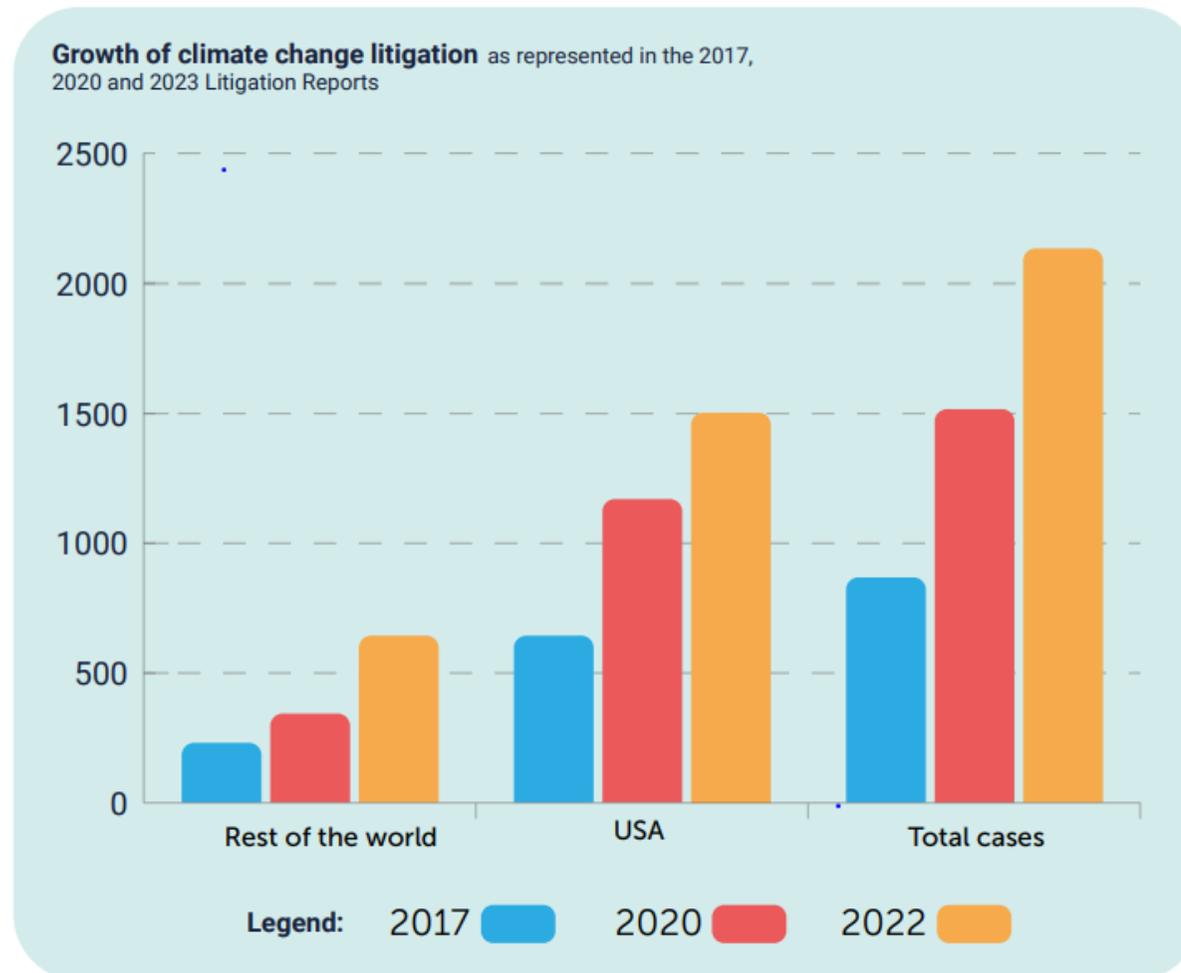
- les contentieux liés au climat sont en progression, tant en ce qui concerne le nombre d'actions en justice intentées, que le nombre de pays concernés
- ainsi, le **nombre total des contentieux climatiques** a plus que doublé depuis la 1^{ère} édition, passant de 884 en 2017 à 1 550 en 2020 pour atteindre **2 180** en 2022
- ces actions en justice ont été intentées auprès de **65 différentes juridictions (pays)** à travers le monde (contre 39 en 2020 et 24 en 2017) via :
 - des organes judiciaires nationaux ou infranationaux (au niveau régional ou municipal)
 - des tribunaux internationaux ou régionaux (dans le sens supranational, tels les organes des Nations Unies, la Cour de justice de l'UE ou la Cour de justice de l'Afrique de l'Est)
- sur les 2 180 contentieux en 2022, les Etats-Unis concentrent la plupart d'entre eux (**1 522**, soit environ **70%**). Cependant, le PNUE constate que depuis son premier rapport en 2017, la représentation géographique des contentieux s'est nettement étendue

Contentieux climat (3)



CITEPA

Evolution du nombre de contentieux liés au climat aux Etats-Unis et dans le reste du monde dans les trois éditions du rapport du PNUE (2017-2022)

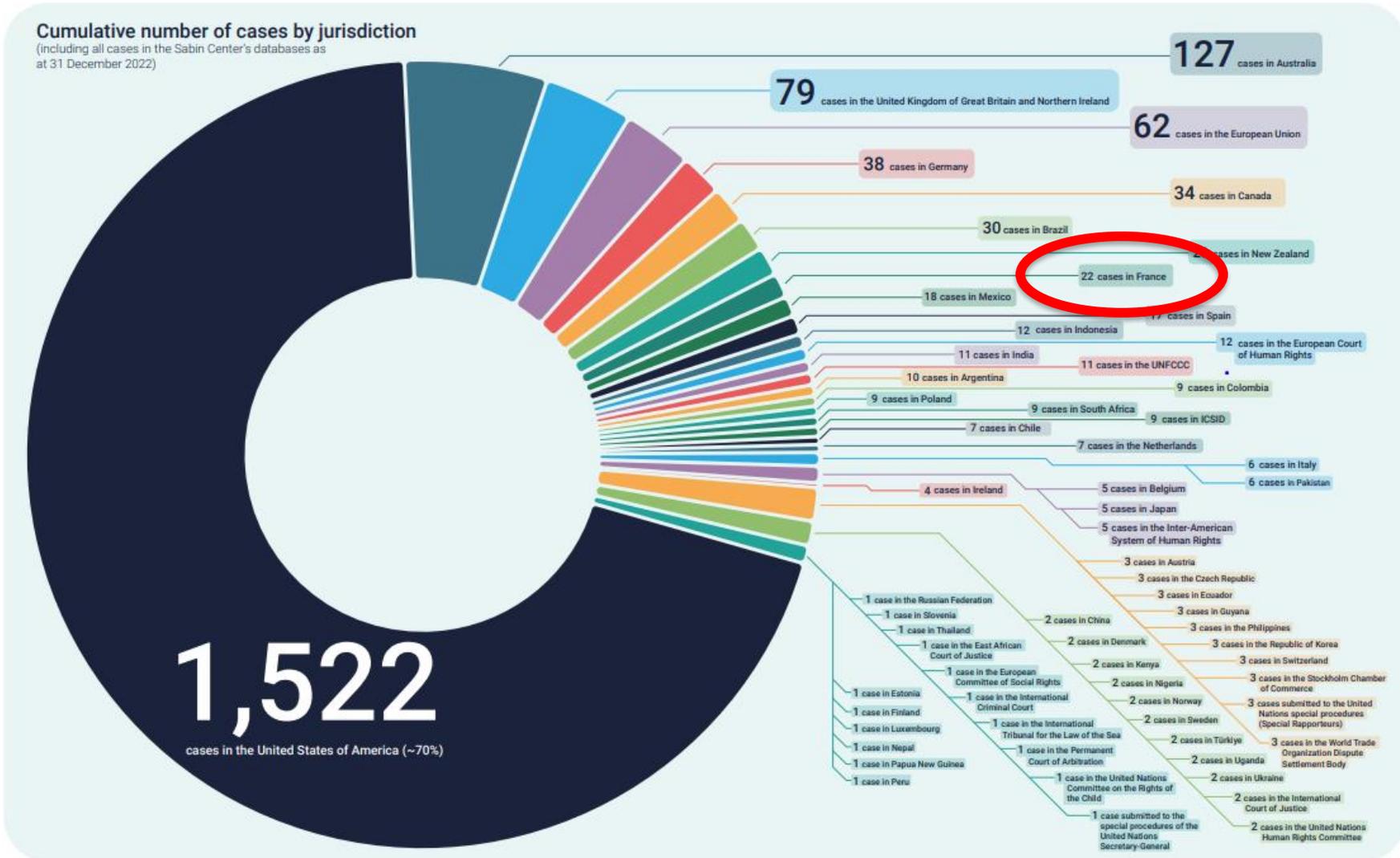


Source : PNUE, 27 juillet 2023 (p.14)



Contentieux climat (4)

Nombre total de contentieux climatiques par pays (au 31 déc. 2022)



Contentieux climat (5)



CITEPA

Les 10 premières juridictions ayant le plus grand nombre de contentieux climatiques (outre les Etats-Unis et l'UE dans son ensemble)

Top 10 jurisdictions with the highest number of cumulative cases
(excluding the United States of America and European Union)



Source : PNUE, 27 juillet 2023 (p.17)

Outre les Etats-Unis et l'UE dans son ensemble, c'est **l'Australie** qui concentre le plus grand nombre de contentieux liés au climat (127, soit environ 6% du total en 2022), suivis du **Royaume-Uni** (79, soit environ 4%). La **France** est en 7^e place, avec 22 (soit 1%)



Contentieux climat (6)

- si les Etats-Unis concentrent toujours la plupart des contentieux liés au climat, leur part est en baisse depuis 2020 : après avoir presque doublé entre 2017 (654 contentieux) et 2020 (1 200), leur progression s'est ralentie en 2022 (1 522)
- en revanche, la part globale des actions en justice intentées en dehors des Etats-Unis est en forte hausse, leur nombre ayant quasiment triplé entre 2017 (230) et 2022 (658)

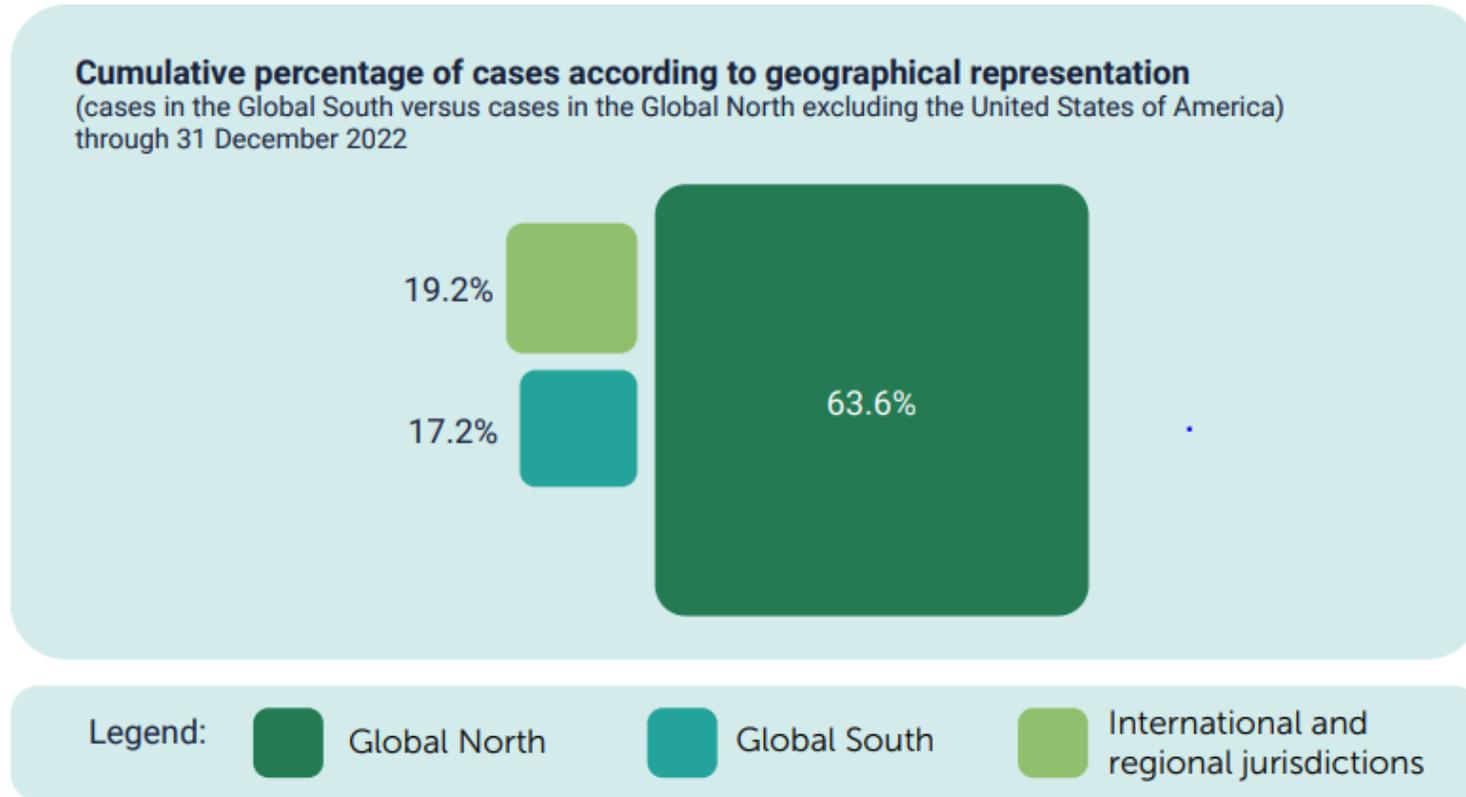
Répartition des contentieux climatiques par grande région

- si les Etats-Unis ne sont pas pris en compte, **l'Europe** est la région qui concentre le plus grand nombre d'actions en justice (31% du total) suivie :
- de l'Océanie (23%)
- des tribunaux internationaux ou supranationaux (19,2%)
- de l'Amérique du Sud (9,5%)
- de l'Amérique du Nord (7,9%)
- de l'Asie (6,6%) et
- de l'Afrique (2,3%)



Contentieux climat (7)

Répartition des contentieux en fonction de l'hémisphère (Nord versus Sud)



Source : [PNUE](#), 27 juillet 2023 (p.17)

Si les contentieux climatiques des Etats-Unis ne sont pas pris en compte dans la catégorie « pays du Nord » (« *Global North* »), la part des actions en justice de cette catégorie s'élève à 63,6% du total alors que celle des contentieux des pays du Sud (*Global South*, c'est-à-dire les pays en première ligne face aux effets du dérèglement climatique) est de 17,2%

Contentieux climat (8)



CITEPA

Les différents motifs des contentieux liés au climat

Le PNUE a réparti les contentieux climatiques recensés en 6 catégories sur la base des motifs des requérants :

- faire valoir les droits humains (garantis par le droit international et les constitutions nationales) pour obliger la mise en œuvre d'actions climat
- contester l'application (ou la non-application), par les Etats ou des autorités infranationales, de la législation, de la réglementation ou des politiques climat nationales
- chercher à faire en sorte que les combustibles fossiles restent dans le sous-sol (la démarche « *keep it in the ground* »)
- invoquer la responsabilité des entreprises pour des dommages causés à l'environnement
- demander la publication de plus d'informations sur le climat (transparence accrue de l'impact des entreprises sur le climat) et dénoncer la pratique du *greenwashing*
- remédier à la non-mise en œuvre de mesures d'adaptation et aux impacts de l'adaptation

Contentieux climat (9)



CITEPA

Conclusions (1/2)

L'Accord de Paris ne prévoit pas de dispositif de sanctions juridiques à l'encontre des Etats qui ne mettent pas en œuvre leurs NDC ou qui ne respectent pas les objectifs de réduction qu'ils se sont fixés

Par conséquent, de plus en plus, la société civile (instituts de réflexion, ONG, médias, citoyens,...) guette de près et évalue en détail les NDC (qui sont en libre accès sur le site de la CCNUCC), les progrès réalisés par les Etats pour atteindre leurs objectifs et demandent des comptes à leurs Gouvernements

La transparence met en jeu la réputation de chaque Etat vis-à-vis des autres Etats (pression des pairs) et vis-à-vis de l'opinion publique (pression de celle-ci)

La pratique de montrer du doigt un pays retardataire ("*name and shame*"), voire d'en faire l'objet d'une censure internationale, fait de plus en plus office de "sanction" (à défaut de sanctions juridiques) et devrait encourager les pays à respecter leurs engagements

Le nouveau cadre de transparence renforcé, établi par l'article 13 de l'Accord de Paris et qui devient obligatoire pour l'ensemble des Etats au 1^{er} janvier 2025 pourra donc peser fortement sur les futures décisions des Etats



Contentieux climat (10)

Conclusions (2/2)

Le PNUE souligne qu'il est désormais clair que les contentieux liés au climat qui portent sur les droits humains des groupes les plus vulnérables peuvent jouer un rôle important pour obliger les Gouvernements et les entreprises à renforcer leur ambition et leur action climat

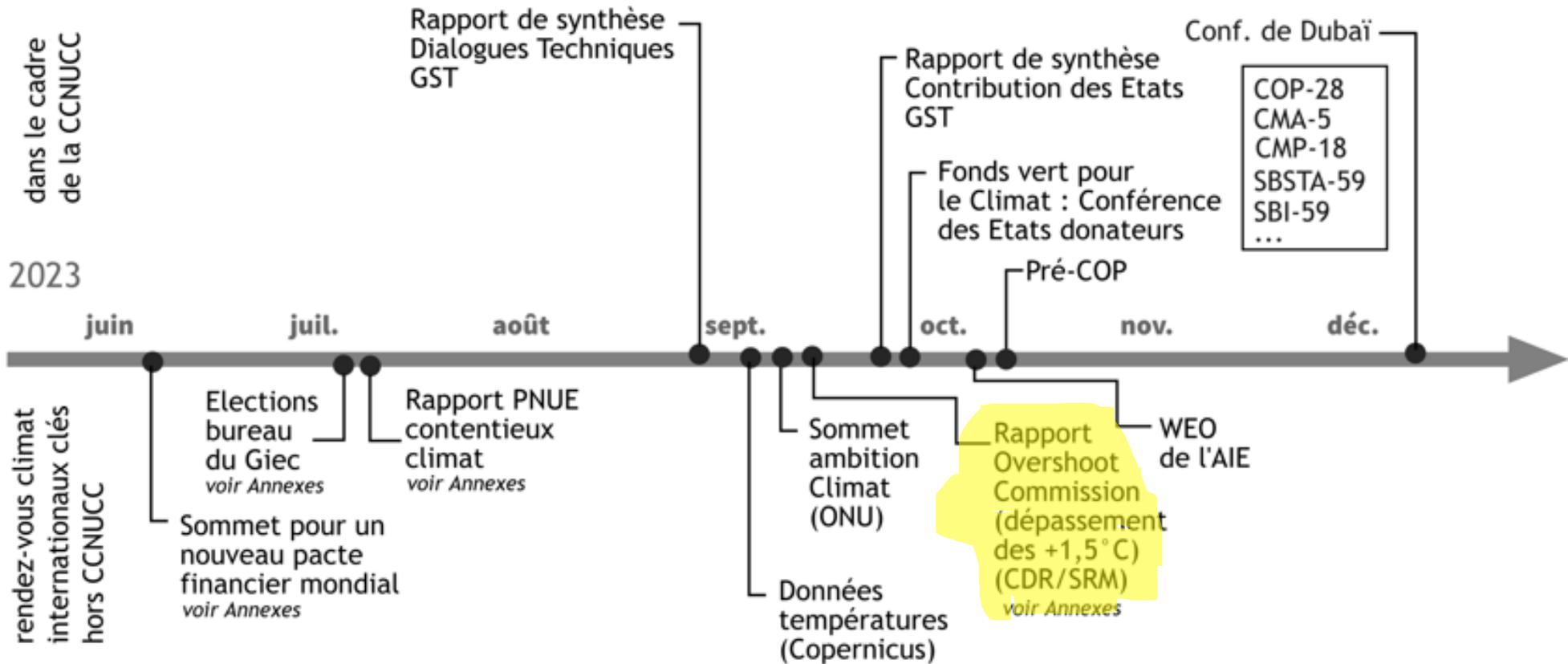
Le rapport montre comment les voix des **groupes vulnérables** se font entendre dans le monde entier :

- 34 actions en justice ont été introduites par et au nom d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans, y compris par des filles âgées de sept et neuf ans au Pakistan et en Inde respectivement
- 27 sept. 2023 : audition de l'action intentée par 6 jeunes portugais auprès de la Cour européenne des droits de l'homme contre ses Etats membres pour inaction climatique (NB pas recensé par le rapport de PNUE, trop récent)

Les citoyens saisissent de plus en plus les tribunaux pour demander des comptes aux Gouvernements et aux entreprises du secteur privé

Les contentieux climatiques sont ainsi en train de devenir un **mécanisme clé pour garantir l'action climat et promouvoir la justice climatique**

À l'avenir, le PNUE prévoit une **hausse du nombre d'actions en justice** portant sur les migrations pour cause de dérèglement climatique, des actions portées par les peuples autochtones, les communautés locales, et des actions portant sur la responsabilité à la suite d'événements météorologiques extrêmes



CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (1)



CITEPA

14 sept. 2023 : la Commission mondiale sur le dépassement de l'objectif +1,5°C (Climate Overshoot Commission) a publié son rapport final

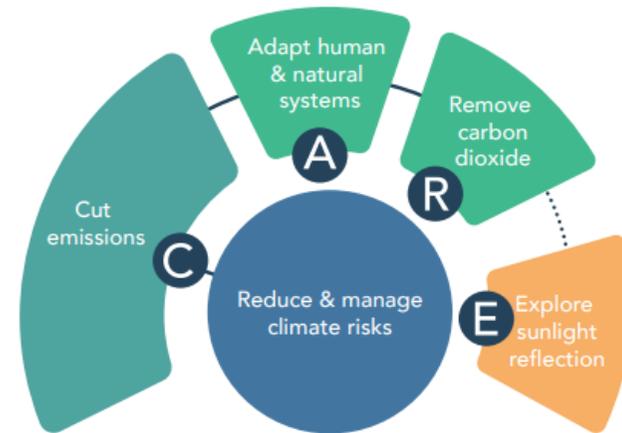
Contexte

- la **Commission mondiale sur la réduction des risques liés au dépassement** a été lancée le 17 mai 2022
- composée de **plusieurs anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement**, sous la présidence du Français, Pascal Lamy, ancien Directeur-général de l'OMC : 15 membres en tout, dont Laurence Tubiana (voir liste)
- **mission** : élaborer une **stratégie** visant à réduire les risques en cas de dépassement de l'objectif de +1,5°C, en traitant de façon holistique l'ensemble des volets de l'action climat: réduction d'émissions de GES, absorption de CO₂, adaptation, **modification du rayonnement solaire (SRM - technologie de géo-ingénierie** à forts enjeux qui n'est pas encore prouvée, ni commercialisable)
- la Commission a axé ses travaux sur cet aspect de la géo-ingénierie car elle figure parmi les technologies de géo-ingénierie les plus controversées, étant surtout entourée de très grandes **incertitudes** et de **lacunes** en termes de connaissances scientifiques et d'impacts sur le système climatique mondial et soulevant également des **questions éthiques**
- **aucun traité ou accord juridique international** n'existe pour encadrer la géo-ingénierie et donc **aucune règle internationale** n'a été fixée pour encadrer ce que les Etats ou les acteurs non-étatiques peuvent ou ne peuvent pas faire



CARE AGENDA FOR POSSIBLE OVERSHOOT

Pursuing any single approach to reducing risks from overshoot—emissions reductions, adaptation, carbon removal, possibly SRM—may influence the effectiveness of other approaches. Both positive and negative spillovers must be identified and managed within a holistic framework. Overall, the recommendations made by the Commission can be conceptualized as constituting integrated components of a “**CARE Agenda**” for reducing risks from climate overshoot.



C

Cut emissions
Accelerate emissions reductions and consolidate decarbonization.

A

Adapt
Expand adaptation and fully mainstream into development.

R

Remove
Develop and deploy higher-quality carbon dioxide removal to help achieve net-zero emissions targets and beyond.

E

Explore
Adopt a moratorium on large-scale solar radiation modification and expand research and governance dialogue.

CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (3)



La Commission formule 22 recommandations politiques regroupées dans les 4 volets thématiques et un volet transversal (financement climat), le tout constituant une stratégie globale, dite « CARE Agenda », visant à réduire les risques d'un dépassement du seuil de +1,5°C :

- « **C** » pour « cut » (réduire les émissions de GES) : accélérer les réductions d'émissions de GES et consolider la décarbonation ;
- « **A** » pour adapter les systèmes humains et naturels : amplifier l'adaptation et la prendre intégralement en compte dans le développement des Etats ;
- « **R** » pour « remove » (absorber le CO₂) : développer et mettre en œuvre l'absorption de CO₂ (*Carbon Dioxide Removal* ou **CDR**) de haute qualité pour contribuer à atteindre les objectifs de zéro émission nette et au-delà ;
- « **E** » pour explorer la SRM : adopter un moratoire sur la **SRM** à grande échelle et accroître la recherche et le dialogue sur la gouvernance en la matière

CDR : englobe les méthodes et activités anthropiques d'absorption ou de captation du CO₂ de l'atmosphère en vue de le séquestrer à longue durée dans les réservoirs géologiques, terrestres ou océaniques, ou dans des produits (Source : Giec, AR6, vol.3 Atténuation, [glossaire](#) p.1796). Voir aussi [typologie](#) établie par l'UBA

CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (4)



CITEPA

Messages clés : vue d'ensemble (1/2)

- il est encore possible d'éviter un dépassement de l'objectif de +1,5°C ;
- les risques de dépassement sont élevés et augmentent : ils pourraient être sévères et inégalement répartis, les préjudices les plus importants affectant les pays les plus vulnérables et les pays à faibles revenus
- les préjudices induits par un dépassement dépendront de son ampleur et de sa durée. Chaque dixième de degré compte. Plus le dépassement sera important, plus les impacts seront graves
- plusieurs approches existent pour atténuer le changement climatique qui pourraient à la fois réduire les risques d'un dépassement et réduire son ampleur et sa durée s'il survient
- ses approches varient considérablement en termes d'efficacité, de disponibilité, de possibilités, de coûts, de risques et de certitudes

CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (5)



CITEPA

Messages clés : vue d'ensemble (2/2)

- **la réduction des émissions de GES reste la priorité absolue** mais des approches complémentaires, telles que le CDR et la SRM, devraient être poursuivies
- il sera nécessaire de recourir au CDR à une échelle importante pour limiter ou éviter un dépassement

Recommandations (1/4) - 22 au total, dont :

Adaptation

- créer un **indice de vulnérabilité climat mondial** (*Global Climate Vulnerability Index*) destiné à éclairer la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation efficaces et en adéquation avec les régions concernées pour répondre à leurs besoins et préférences spécifiques
- **reproduire et reconfigurer le modèle des partenariats de transition énergétique juste** (*Just Energy Transition Partnerships* ou **JET-P**) pour soutenir l'adaptation. Plusieurs partenariats JET-P ont déjà été mis en place entre pays industrialisés et pays en développement ou émergents : Afrique du Sud (2021), Indonésie (2022), Vietnam (2022) et Sénégal (juin 2023)

CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (6)



Recommandations (3/4) :

CDR

- promouvoir le **développement rapide du CDR** de haute qualité
- à court et à moyen terme, poursuivre les efforts de **coopération internationale** pour financer la mise en œuvre du CDR à travers le monde
- mettre en place des **obligations de reprise de CO₂** (*carbon takeback obligations*) qui obligerait les compagnies de production de combustibles fossiles à capter et à stocker une part croissante du CO₂ généré par les produits qu'elles vendent
- vu les incertitudes quant aux méthodes de CDR et aux impacts de leur mise en œuvre, les **politiques** visant à promouvoir le développement rapide du CDR devraient être soumises à des **évaluations régulières** et être **mises à jour** sur la base des résultats de ces évaluations

Messages clés :

- **le CDR ne doit pas primer sur les réductions d'émissions de GES**
- pour éviter cela, le recours au CDR ne doit pas être traité dans les politiques climat comme pouvant se substituer à la réduction des émissions de GES
- dans l'élaboration des politiques climat, il faut accorder une plus grande priorité aux **forêts**: ralentir et à terme mettre fin à la **déforestation**

CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (7)



CITEPA

Recommandations (4/4) :

SRM

- sans attendre un traité international formel juridiquement contraignant (dont l'élaboration pourrait prendre plusieurs années), les Etats devraient d'ores et déjà **adopter un moratoire sur le déploiement de la SRM** et des expériences et essais à l'extérieur à grande échelle (concept non défini)
Le moratoire devrait s'appliquer à tout projet comportant un risque de dommages transfrontaliers importants, quelle que soit la zone d'expérimentation, quel que soit le porteur ou l'opérateur du projet, et quels que soient sa forme et son objectif
- **renforcer la recherche scientifique** sur la SRM : stade balbutiant aujourd'hui, elle est encore loin d'éclairer la prise de décision politique sur le recours à la SRM
- **renforcer la gouvernance de la recherche**
- **effectuer et mettre à jour régulièrement une évaluation scientifique indépendante internationale** des meilleures connaissances disponibles sur la SRM (Giec, OMM, PNUE ?)
- **mener des dialogues et consultations** sur le plan international sur la question de savoir comment gérer la SRM de façon efficace, prudente et équitable

Space-based reflectors



Stratospheric aerosol injection



Cirrus cloud thinning



Marine cloud brightening



CDR et SRM - Commission dépassement +1,5°C (8)



Quelques réactions

Laurence Tubiana (l'une des membres de la Commission mondiale sur le dépassement)

« Nous ne pouvons pas nous laisser berner par de fausses promesses de solutions techniques simples. Celles-ci viennent souvent des intérêts économiques qui cherchent à détourner l'attention ou à retarder l'action, et elles peuvent comporter d'importants risques. C'est une des raisons pour laquelle nous avons recommandé un moratoire sur la SRM qui pourrait avoir des conséquences imprévues énormes, y compris sur la sécurité » (source : [tweet](#) du 14 sept. 2023)

Climate Analytics

« Les recommandations manquent de précision, d'échéances concrètes ou d'objectifs chiffrés issus des travaux du Giec ou de l'AIE » (source : [billet de blog](#) du 14 sept. 2023)

[Page](#) du site de la *Climate Overshoot Commission* consacrée au rapport | [Synthèse](#) | [Rapport intégral](#)



CITEPA

Merci de votre attention